



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 26-29 novembre 2018

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 31 octobre 2018	WFP/EB.2/2018/8-A/10*
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
* <i>Nouvelle parution pour raisons techniques le 28 novembre 2018</i>	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Soudan (2019-2023)

Durée	Janvier 2019-décembre 2023
Coût total pour le PAM	2 271 560 158 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Le Soudan, un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, opère une transition vers la paix et le développement, et pourrait atteindre les cibles de l'objectif de développement durable 2. Cependant, le grand nombre de personnes déplacées, y compris les réfugiés des pays voisins, la conjoncture économique instable, la variabilité accrue du climat, la dégradation de l'environnement, la mauvaise gestion des ressources naturelles ainsi que le risque de recrudescence de la violence sont autant de difficultés majeures en ce qui concerne l'élimination de la faim.

Afin de remédier à ces difficultés, l'examen stratégique Faim zéro pour le Soudan (couvrant la période 2017-2030) décrit les interventions visant à atteindre l'objectif de développement durable 2, et comporte une analyse permettant de cerner les lacunes et les priorités nationales. L'examen montre que des partenariats plus solides sont nécessaires si l'on veut renforcer les capacités nationales pour mettre fin à la malnutrition, instaurer des systèmes de production alimentaire durables, promouvoir la paix, répondre efficacement aux situations d'urgence et favoriser l'autonomie des personnes touchées par la faim. L'examen met en évidence les possibilités qui s'offrent au PAM de mettre à profit son avantage comparatif en matière de

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale
et Asie centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. M. Hollingworth
Directeur de pays
courriel: matthew.hollingworth@wfp.org

renforcement des capacités des parties prenantes nationales pour mener des interventions reposant sur des données factuelles qui sauveront des vies et favoriseront le développement.

Le plan stratégique quinquennal élaboré par le bureau de pays propose quatre effets directs stratégiques interdépendants guidés par les objectifs de développement durable, dont trois contribuent à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 et un à celle de l'objectif de développement durable 17. Les effets directs stratégiques ont été élaborés en étroite collaboration avec les partenaires nationaux et s'inscrivent dans une démarche pluridimensionnelle visant à renforcer la capacité du Soudan de réduire la faim et la malnutrition tout en contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable en matière de pauvreté, d'éducation, d'égalité des sexes, d'action climatique et de consolidation de la paix.

Les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1, axées sur les interventions en cas de situation d'urgence nouvelle ou de longue durée, viseront à garantir que l'action humanitaire s'articule stratégiquement avec le développement et la consolidation de la paix, tout en renforçant les partenariats gouvernementaux et non gouvernementaux dans un souci d'efficacité et d'efficacités. Le PAM veillera à intervenir en temps voulu, aidera à renforcer l'autonomie et à promouvoir des solutions durables pour assurer l'accès à la nourriture, à des aliments nutritifs et à des moyens d'existence. L'effet direct stratégique 2 consiste à réduire la malnutrition et ses causes profondes grâce à un ensemble intégré d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle. L'effet direct stratégique 3 vise à renforcer la résilience des ménages souffrant d'insécurité alimentaire et des systèmes de production alimentaire tout en renforçant les capacités des acteurs nationaux. Parmi les éléments clés figurent la mise en place de filets de sécurité fondés sur des activités productives en faveur des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire chronique, et la réduction des pertes après récolte subies par les petits exploitants et leurs associations. L'effet direct stratégique 4 consiste à renforcer les systèmes et les structures permettant de fournir des services communs d'aide humanitaire et de développement, grâce à la prestation de services et à l'assistance technique dans les domaines des services aériens, de la logistique et des technologies de l'information et des communications.

Ces efforts seront appuyés par une impulsion forte des pouvoirs publics en vue d'assurer la pérennité de l'action menée; la complémentarité des activités entreprises au titre des objectifs de développement durable par des partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes ayant leur siège à Rome; et des programmes coordonnés axés sur d'autres objectifs de développement durable connexes, pilotés par le Gouvernement et les organisations partenaires. En outre, les plateformes, structures et ressources nationales, notamment celles des instances gouvernementales et des partenaires du secteur privé, seront mises à profit pour démultiplier les effets du présent plan stratégique de pays.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Soudan (2019–2023) (WFP/EB.2/2018/8-A/10), pour un coût total pour le PAM de 2 271 560 158 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Soudan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui connaît actuellement une période de stabilité sans précédent depuis 15 ans. La levée partielle¹ des sanctions économiques a engendré de nouvelles possibilités de développement social et économique. Cette situation, à laquelle s'ajoutent la diminution du nombre de personnes récemment déplacées et une perspective plus concrète de paix au Darfour, constitue une base solide pour passer d'une assistance humanitaire à une assistance qui se situe au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix.
2. Le Soudan se caractérise toutefois encore par son instabilité macroéconomique, l'inégalité entre les sexes, des taux élevés de malnutrition et l'insécurité alimentaire. En raison de ces difficultés internes, le pays se classe au 165^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain², et au 140^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes³, et présente de graves lacunes concernant la plupart des indicateurs socio-économiques.
3. Deux tiers de la population vivent en milieu rural⁴ et l'économie soudanaise dépend fortement de l'agriculture. Ce secteur représente 40 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et emploie 45 pour cent de la main-d'œuvre⁵. Malgré d'importantes disparités de taux d'activité entre hommes et femmes⁶, une analyse récente de la problématique hommes-femmes et de la sécurité alimentaire montre une progression vers l'égalité entre hommes et femmes⁷. L'agriculture, en particulier pour les petits exploitants, est essentiellement pluviale⁸ de sorte que la variabilité croissante du climat pose un problème majeur pour l'économie, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire⁹. La faible productivité agricole s'explique par les mauvaises pratiques agricoles, les pertes importantes après récolte, les écarts persistants entre les sexes et les conflits.

¹ En mai 2018, le Soudan figurait toujours sur la liste américaine des États qui soutiennent le terrorisme.

² Programme des Nations Unies pour le développement. 2016. *Human Development Index 2016: Human Development for Everyone*. Disponible à l'adresse suivante: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/SDN> (en anglais uniquement).

³ Voir <http://hdr.undp.org/en/composite/GII> (en anglais uniquement).

⁴ Estimations du personnel de la Banque mondiale fondées sur les perspectives d'urbanisation mondiale publiées par la Division de la population des Nations Unies (2016). Données extraites du Catalogue de données de la Banque mondiale.

⁵ Organisation internationale du Travail (OIT), base de données ILOSTAT (2011). Données extraites du Catalogue de données de la Banque mondiale.

⁶ Les hommes représentent 71 pour cent de la population active, et les femmes 29 pour cent. OIT, base de données ILOSTAT (2009).

⁷ Par exemple, les femmes qui travaillent dans l'agriculture sont maintenant officiellement reconnues comme des agricultrices, ce qui influe favorablement sur leur possibilité d'accéder aux ressources. PAM. 2017. *Sudan, Gender Analysis in the Context of Food Security*.

⁸ Il convient de noter qu'au Soudan l'agriculture irriguée et mécanisée est principalement utilisée pour la culture de rente et d'exportation, si bien que l'agriculture pluviale est pratiquée par les agriculteurs les plus pauvres, qui assurent la production des principales denrées de base et sont donc essentiels pour la sécurité alimentaire nationale.

⁹ *Sudan Zero Hunger Strategic Review (2017-2030)*. L'examen stratégique Faim zéro constitue le programme du Gouvernement et officialise son engagement d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD 2) d'ici à 2030. La procédure d'approbation officielle de ce document par le Gouvernement était toujours en cours au moment de l'élaboration du plan stratégique de pays (PSP).

4. Depuis la fin de 2017, le Soudan connaît une forte instabilité économique¹⁰. La monétisation des déficits budgétaires, le relâchement de la politique monétaire, la dévaluation de la livre soudanaise, la réduction des subventions au carburant et la suppression des subventions au blé ont été des facteurs d'accélération de l'inflation. Par ailleurs, les institutions gouvernementales ont une capacité limitée de s'attaquer aux nouveaux problèmes que posent l'instabilité économique, la variabilité du climat et les conflits.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. Compte tenu de l'abondance de ses ressources naturelles, le Soudan a les moyens d'atteindre toutes les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 2. Une plus grande stabilité pourrait permettre au pays de recouvrer son rôle de grenier à grains de la région. La difficulté pour le Gouvernement consiste toutefois à continuer à investir dans les capacités nationales et à les renforcer pour conserver les acquis récents en matière de sécurité. Il doit poursuivre ses efforts en matière de politiques, de planification et de gouvernance efficaces, y compris en matière de justice sociale et d'égalité des sexes, qui sont indispensables pour permettre la stabilité économique et le développement. En mettant l'accent sur ces résultats, il sera possible de réduire la faim et les inégalités.
6. La faim reste omniprésente et pose de graves difficultés, le Soudan se situant au septième rang selon l'indice de la faim dans le monde¹¹. Environ 5,5 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire au début de 2018, contre 3,8 millions en 2017 et 3,6 millions en 2016^{12, 13}, en raison des difficultés macroéconomiques du pays, de l'insécurité sur place et de la forte proportion de personnes déplacées se trouvant encore dans les camps. Environ 25,6 pour cent de la population est sous-alimentée, soit une proportion supérieure à la moyenne du continent, qui se situe à 18,9 pour cent¹⁴. L'inégalité entre les sexes influe considérablement sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des individus. En effet, en raison de normes et de pratiques socioculturelles profondément ancrées, les femmes et les filles sont plus exposées au risque d'insécurité alimentaire que les hommes et les garçons, et les femmes ont des moyens d'existence plus limités¹⁵.

¹⁰ Le PIB du Soudan connaît une faible croissance depuis la sécession de 2011, mais, depuis la fin de 2017, les difficultés économiques sont bien plus importantes.

¹¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2017. *2017 Global Hunger Index: The inequalities of hunger*. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2017.pdf> (en anglais uniquement).

¹² Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (à paraître en 2017).

¹³ Selon d'autres estimations, ce chiffre est bien plus élevé. Ainsi, sur la base d'une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire réalisée en novembre 2017, le PAM estime que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Soudan, y compris les personnes déplacées et les réfugiés, est de 14 millions.

¹⁴ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2017. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-17695f.pdf>.

¹⁵ La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 40 pour cent pour les ménages dirigés par une femme et de 31 pour cent pour les ménages dirigés par un homme.

7. Des facteurs externes influent sur la capacité du pays d'éliminer la faim, notamment un contexte régional, politique et économique relativement instable, dans lequel au moins cinq pays limitrophes du Soudan sont eux-mêmes en proie à un conflit ou doivent prendre en charge un grand nombre de personnes déplacées.

Accès à la nourriture

8. *Pauvreté* (36 pour cent en 2014)^{16, 17}. Ce phénomène est aggravé par les chocs et les facteurs de stress naturels ou d'origine humaine, qui, à leur tour, ont des répercussions importantes sur l'accès à la nourriture et accentuent les difficultés quotidiennes des couches pauvres urbaines et rurales de la société. L'accélération de l'inflation observée au cours des derniers mois explique probablement l'aggravation de la pauvreté¹⁸. Les problèmes d'accès à la nourriture sont aggravés par les situations d'urgence, y compris les conflits, la flambée des prix et les chocs climatiques, et par les déplacements prolongés¹⁹.
9. *Nouveaux déplacements*. Si les conflits violents ont été moins nombreux en 2017 et 2018, des conflits localisés ont continué à entraîner des besoins humanitaires dans les États du Darfour, du Kordofan méridional et du Nil bleu²⁰. En 2017, l'accès à la région du Djebel Marra au Darfour a marqué une étape importante après le déplacement de plus de 100 000 personnes en raison d'un conflit prolongé en 2016. Malgré le retour de nombreuses personnes, les activités de relèvement sont toujours freinées par la violence sporadique et l'accès humanitaire limité dans la région. En outre, en raison de la crise humanitaire qui sévit au Soudan du Sud, le nombre de réfugiés au Soudan a considérablement augmenté au cours des deux dernières années, pour atteindre 770 000 personnes en 2017²¹. Compte tenu de la persistance du conflit et de l'instabilité, ce nombre devrait passer à plus d'un million avant la fin de 2018 (voir la figure 1)²².

¹⁶ *Sudan Zero Hunger Strategic Review (2017-2030)*.

¹⁷ *Sudan National Baseline Household Budget Survey (2014)*. Absence de données ventilées par sexe.

¹⁸ Système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM.

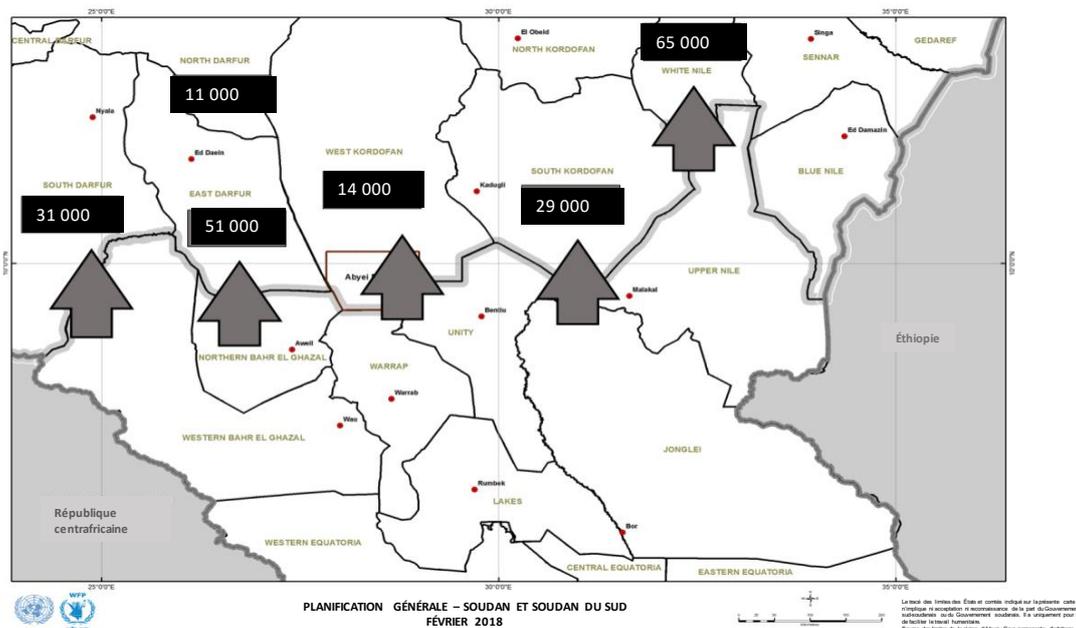
¹⁹ Ce sont les personnes marginalisées vivant dans la pauvreté qui subissent le plus durement l'impact des chocs. Il importe également de souligner que les chocs ont des répercussions plus importantes sur les personnes vivant légèrement au-dessus du seuil de pauvreté, car la réduction du revenu réel entraînée notamment par la hausse des prix ou la perte des moyens d'existence les prive de moyens pour répondre à leurs besoins.

²⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2016. *5 Facts on the Crisis in Darfur's Jebel Marra*.

²¹ OCHA. *Jebel Marra Crisis Fact Sheet*. Numéro 8. 1^{er} octobre 2016.

²² OCHA. 2018. *2018 Humanitarian Needs Overview: Sudan*. Il est plus que probable que de nouveaux arrivants d'Érythrée et de République centrafricaine, même s'ils sont peu nombreux, viendront s'ajouter à ce nombre.

Figure 1: Nouvelles arrivées prévues de réfugiés en 2018, par État²³



10. *Crises prolongées.* Selon des estimations récentes du Gouvernement, 386 000 personnes déplacées sont revenues volontairement dans leur foyer d'origine²⁴. Malgré cela, 2,1 millions de personnes déplacées de longue date se trouvent toujours dans des camps au Darfour (la plupart depuis 15 ans)²⁵, avec peu de possibilités d'assurer leur subsistance et sans solution concrète et durable²⁶. L'accès à la nourriture reste difficile: seulement 2 pour cent de la population déplacée au Darfour et 1 pour cent de la population réfugiée pouvaient se procurer suffisamment de nourriture en janvier 2018²⁷, ²⁸. En avril 2018, le prix du sorgho était supérieur de 136 pour cent à celui de l'année précédente²⁹. Ces fluctuations accentuent particulièrement l'insécurité à laquelle sont confrontés les ménages vulnérables, notamment ceux dirigés par une femme et les personnes handicapées. Selon des évaluations récentes, la prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les réfugiés et les personnes déplacées de longue date³⁰ est respectivement de 50 et 53 pour cent, malgré

²³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). 2017. *South Sudan Regional Refugee Response Plan: January–December 2018*. Disponible à l'adresse suivante: <https://reliefweb.int/report/south-sudan/south-sudan-regional-refugee-response-plan-january-december-2018> (en anglais uniquement).

²⁴ Mentionné dans le plan d'intervention humanitaire de 2018 pour le Soudan (février 2018). Absence de données ventilées par sexe.

²⁵ OCHA. 2017. *2017 Humanitarian Needs Overview*.

²⁶ Bureau du PAM au Soudan. 2016. *Country Overview – What are the Current Issues in Sudan?*

²⁷ PAM. 2018. *Food Security Monitoring System for Darfur*. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.wfp.org/content/sudan-food-security-monitoring> (en attente de publication).

²⁸ PAM. 2018. *WFP Monthly Market Bulletin, Sudan*, avril 2018.

²⁹ PAM. 2017. *Monthly Market Bulletin*.

³⁰ Dans le présent document, on entend par "personnes déplacées de longue date" et "réfugiés de longue date" les personnes déplacées et les réfugiés dont la situation est qualifiée de "prolongée" dans le plan d'intervention humanitaire de 2018 pour le Soudan. Selon cette définition, toute situation est prolongée si elle dure 24 mois ou plus dans le cas d'une personne déplacée, et au moins cinq ans dans le cas d'un réfugié. Voir https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sudan_2018_Humanitarian_Response_Plan.pdf (en anglais uniquement), p. 8.

l'assistance fournie^{31, 32}. En outre, 230 000 personnes déplacées dans les États du Kordofan occidental, du Kordofan méridional et du Nil bleu continuent de vivre dans des communautés d'accueil³³. L'accès humanitaire à certaines régions de ces États pose toujours problème en raison de la poursuite des hostilités avec le Mouvement populaire de libération du Soudan: le nord-est du Soudan accueille un grand nombre de réfugiés de longue date, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, parmi lesquels environ 135 000 réfugiés de longue date venant principalement d'Éthiopie et d'Érythrée. Ces réfugiés vivent dans la pauvreté, ont peu de possibilités de gagner leur vie et leur liberté de mouvement est restreinte, une situation qui touche les femmes et les hommes, quels que soient leur âge et leurs capacités, de différentes manières.

11. *Climat*. Le Soudan est un pays aride présentant des caractéristiques typiques de la zone sahélienne qui influent sur la disponibilité de la nourriture et l'accès aux aliments. Cette situation touche particulièrement les petits exploitants agricoles, qui pâtissent des faibles précipitations, de la rareté de l'eau et d'une saison agricole unique. Le pays est aussi régulièrement soumis à des sécheresses récurrentes qui durent deux à trois ans et à des inondations annuelles dans certaines régions³⁴. Depuis quelques années, les chocs climatiques se sont intensifiés par leur gravité et leur fréquence, et touchent particulièrement les populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, à des degrés divers selon les segments de la société, y compris les ménages ruraux et urbains ainsi que les femmes et les hommes^{35, 36}. Il ressort d'une récente évaluation de la sécurité alimentaire et du changement climatique au Soudan³⁷ que le climat sera probablement plus chaud et sec à l'avenir et que les terres seront donc moins productives. Soucieux de répondre à ces préoccupations, le Gouvernement a élaboré un plan national d'adaptation en collaboration avec les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes.

Malnutrition

12. La malnutrition aiguë et chronique, très répandue et omniprésente, constitue un important problème de santé publique. Plus de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent chaque année d'un retard de croissance, et 2 millions d'enfants d'émaciation³⁸. Les causes de la dénutrition sont multiples: difficultés d'accès à la nourriture, moyens d'existence

³¹ PAM. 2018. Système de suivi de la sécurité alimentaire. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.wfp.org/content/sudan-food-security-monitoring> (en anglais uniquement).

³² Cela est révélateur d'une vulnérabilité élevée par rapport à l'ensemble de la population résidente, pour laquelle cette proportion avoisinait 32 pour cent.

³³ OCHA. 2017. *2017 Humanitarian Needs Overview*. Selon d'autres estimations, le nombre de personnes déplacées dans les États du Kordofan occidental, du Kordofan méridional et du Nil bleu s'élève à 600 000.

³⁴ Par exemple, un déficit majeur de précipitations enregistré récemment en 2015 s'est traduit par une campagne agricole peu productive, qui a touché 3,5 millions de personnes et requis une augmentation substantielle de l'aide humanitaire. En 2016, des pluies saisonnières exceptionnelles ont entraîné d'importantes inondations et une situation d'insécurité alimentaire qui ont touché environ 40 000 ménages en raison des déplacements, de la perturbation des moyens d'existence et des dommages causés aux biens, aux actifs et aux infrastructures. *Sudan Zero Hunger Strategic Review (2017-2030)*.

³⁵ PAM et Bureau météorologique du Royaume-Uni. 2016. *Food Security and Climate Change Assessment: Sudan*. Disponible à l'adresse suivante: https://www.metoffice.gov.uk/binaries/content/assets/mohippo/pdf/international/food_security_climate_change_assessment_sudan.pdf (en anglais uniquement).

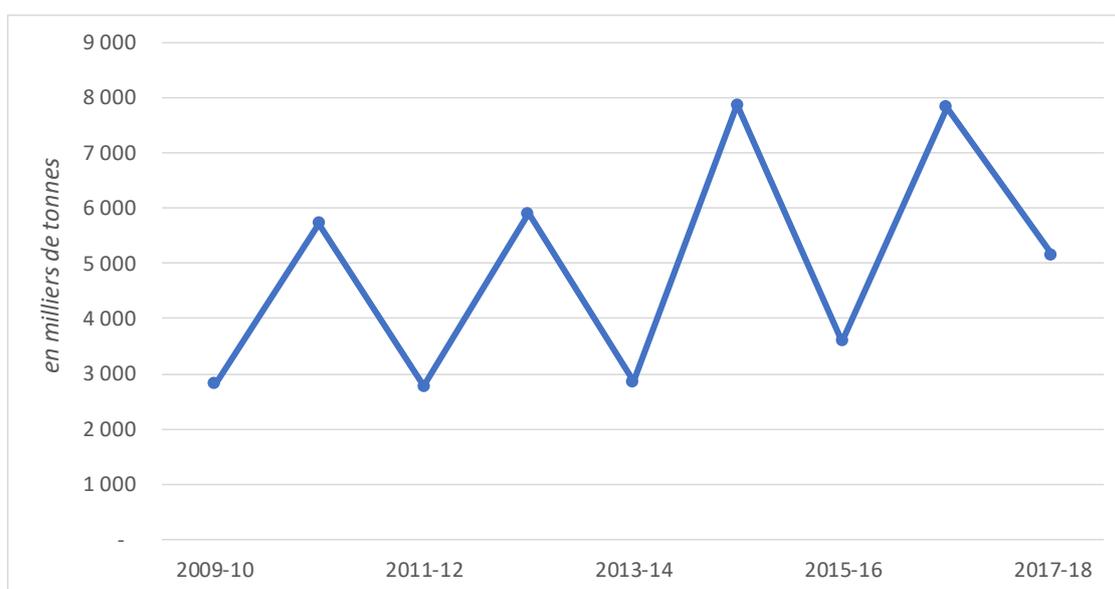
³⁶ Une étude réalisée en 2016 sur la sécurité alimentaire et le changement climatique au Soudan montre un déplacement vers le sud des zones climatiques actuelles, de sorte que le futur climat sera probablement semblable au climat du nord du Soudan, assorti de températures plus élevées.

³⁷ Voir <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp289238.pdf>.

³⁸ Les taux sont plus élevés chez les garçons que chez les filles. La différence est minime (1 pour cent) pour l'émaciation; elle est de 4 pour cent pour le retard de croissance.

indispensables pour la réalisation de l'ODD 2, mais ils comptent parmi les groupes de population les plus vulnérables^{44, 45}. La variabilité du climat et la faible compétitivité du secteur expliquent les fluctuations importantes de la quantité et de la qualité des aliments chaque année. Les solutions pour un stockage de haute qualité permettant de stabiliser l'approvisionnement alimentaire et les revenus pendant les bonnes et les mauvaises années sont limitées, tout comme les mécanismes visant à minimiser les pertes après récolte. Même lorsque la récolte est bonne, les agriculteurs ne parviennent souvent pas à maximiser leurs profits du fait de pratiques de gestion agricole inadéquates et de l'endettement; cela est particulièrement le cas des petites exploitantes, qui ont souvent un accès limité aux services financiers et non financiers⁴⁶.

Figure 2: Production céréalière totale (sorgho, mil et blé)⁴⁷



1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

16. Le grand nombre de personnes déplacées de longue date, qui ne devrait pas diminuer de manière significative à moyen terme, l'afflux constant de réfugiés en provenance des pays voisins, la complexité de la situation économique, la variabilité et la vulnérabilité climatiques accrues ainsi que le risque de conflit au Soudan et dans la région constituent de sérieux problèmes dans la lutte contre la faim⁴⁸.
17. La capacité du Gouvernement de résoudre ces problèmes est limitée. En outre, il est nécessaire, tant au niveau national qu'au niveau des États, de mieux formuler et mettre en œuvre des politiques et une législation cohérentes qui s'attaquent aux causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, notamment les inégalités systémiques.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Si les femmes participent à un large éventail d'activités de production alimentaire agricole et de développement, les inégalités concernant la propriété, l'accès aux ressources et leur contrôle compromettent la production alimentaire et la sécurité alimentaire des femmes.

⁴⁶ PAM. 2017. *Gender Analysis in the Context of Food Security*.

⁴⁷ FAO, PAM et Ministère de l'agriculture et des forêts. Missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires (2009-2018).

⁴⁸ *Sudan Zero Hunger Strategic Review (2017-2030)*.

18. Il ressort de l'examen stratégique Faim zéro pour le Soudan (2017–2030)⁴⁹ qu'il est nécessaire de resserrer les partenariats afin de renforcer les capacités nationales pour concevoir et fournir, au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix, des services visant à⁵⁰:
- promouvoir la paix et la concertation afin d'atténuer les conflits et la violence tout en instaurant des mécanismes qui favorisent un accès équitable aux ressources;
 - intervenir efficacement en cas de nouvelles situations d'urgence;
 - fournir une assistance à court ou à moyen terme ainsi que des moyens d'être autonomes aux personnes déplacées en attendant que des solutions durables soient mises en œuvre;
 - s'attaquer à la malnutrition et à ses causes profondes par un traitement et des programmes de prévention axés spécifiquement sur la nutrition et des interventions à dimension nutritionnelle; et
 - renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire et offrir des possibilités de revenus appropriées tout au long de l'année.

1.4 Principales priorités pour le pays

19. Les priorités nationales se rapportant spécifiquement à l'ODD 2 sont mises en évidence dans l'examen stratégique Faim zéro, et portent notamment sur:
- l'engagement pris par le Gouvernement de faire sien l'examen stratégique Faim zéro et d'éliminer la faim grâce à des politiques claires et à l'élaboration de plans nationaux fiables qui définissent clairement la mission de tous les acteurs;
 - l'amélioration de l'accès économique à la nourriture en offrant équitablement aux femmes et aux hommes en milieu rural des moyens d'assurer leur subsistance ou en développant ces moyens par la formation, les services financiers et les investissements, tout en appuyant les efforts nationaux visant à prévenir les situations d'urgence, à maintenir un accès stable à la nourriture et à renforcer la capacité nationale de faire face aux situations d'urgence;
 - le traitement de la malnutrition aiguë dans les situations d'urgence et de redressement, et l'offre du traitement dans tous les lieux où sont dispensés des soins;
 - l'accroissement de la productivité agricole et de l'offre alimentaire en soutenant les services financiers pour augmenter la production des petits exploitants, en particulier des femmes, en diversifiant les cultures et le bétail et en assurant une meilleure disponibilité de l'eau par la collecte de l'eau, l'irrigation et la construction de digues;
 - la mise en place de systèmes et de pratiques alimentaires durables grâce à l'élaboration d'un programme national axé sur la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire à moyen terme; ce programme s'inscrira dans le cadre d'une stratégie à long terme s'attaquant aux causes sous-jacentes et profondes de la faim et de la malnutrition et aux questions d'égalité et d'inclusion; et

⁴⁹ L'examen stratégique Faim zéro constitue le programme du Gouvernement et officialise son engagement d'atteindre l'ODD 2 d'ici à 2030. Le Gouvernement est en voie d'approuver officiellement ledit examen.

⁵⁰ Les inégalités entre les sexes étant une cause et une conséquence de la faim et de la malnutrition, toute action exigera de mieux comprendre la situation, les besoins, les priorités, les capacités et les difficultés propres aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons du Soudan, y compris leurs organisations.

- un soutien aux capacités de production alimentaire en trouvant les moyens d'accroître la production des petits exploitants agricoles, et la réduction des coûts des aliments en améliorant l'accès physique des agriculteurs aux marchés ainsi que les coûts et l'efficacité des marchés, l'accent étant mis sur les agricultrices.
20. Le Gouvernement a fait de l'ODD 2 une priorité⁵¹ et formulé des plans ambitieux pour y parvenir, notamment dans les domaines suivants:
- la nutrition et la santé, principalement dans le cadre du Plan stratégique national pour la nutrition (2014-2018), qui est en cours d'actualisation avec l'appui du PAM, et dans le cadre de l'initiative Renforcer la nutrition (2015) afin d'éliminer la malnutrition grâce à une approche multisectorielle;
 - les ressources naturelles, qui seront gérées de manière à parvenir à une croissance durable conformément au plan national d'adaptation et aux contributions prévues déterminées au niveau national pour faire avancer l'action climatique;
 - la sécurité alimentaire dans le cadre du Programme de relance de l'agriculture, phase I (2008-2011) et phase II (2012-2014), qui s'inscrit dans une stratégie agricole à long terme pour la période 2003-2027;
 - les systèmes de production alimentaire, qui sont traités dans le cadre du Plan national d'investissement agricole du Soudan (2016-2020), qui vise à améliorer la productivité des petits exploitants et la résilience du système de production alimentaire et à lancer de nouvelles initiatives pour répondre aux priorités nationales et régionales; et
 - la pauvreté, qui fera l'objet d'un travail national de cartographie en 2018 sous la direction du Ministère de la sécurité et du développement social. Ce travail servira de base à la révision prévue du document intérimaire de la stratégie de réduction de la pauvreté élaboré pour le Soudan⁵².
21. La Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle (2017-2019), fondée sur la Stratégie des Nations Unies visant à remédier aux situations de déplacement prolongé au Darfour, prévoit des programmes intégrés d'intervention humanitaire, de redressement et d'autonomisation à long terme afin d'améliorer l'efficacité des interventions destinées à sauver des vies et de fournir des passerelles vers le développement dans les crises prolongées⁵³. À cet égard, le PAM codirige le module de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2018-2021 formulé pour le Soudan comporte cinq domaines d'action privilégiés en vue d'aider le Gouvernement à atteindre les ODD⁵⁴, et le PAM continuera d'apporter sa contribution à trois d'entre eux: environnement, résilience face aux changements

⁵¹ Il est important de noter que le Gouvernement du Soudan a récemment créé un groupe d'action sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce groupe d'action est présidé par le Ministre de l'agriculture et suit les progrès et les difficultés liés à l'ODD 2.

⁵² Disponible à l'adresse suivante: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Sudan-Interim-Poverty-Reduction-Strategy-Paper-41025> (en anglais uniquement).

⁵³ De nombreuses initiatives au Soudan visent à concrétiser le lien entre action humanitaire, aide au développement et consolidation de la paix. L'équipe de pays des Nations Unies/équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire expérimente de nouveaux modèles, stratégies et mécanismes de coordination en vue de mettre ces trois éléments en œuvre simultanément et de manière complémentaire.

⁵⁴ Il convient de signaler que des travaux sont en cours concernant une nouvelle stratégie collective de résultat pour le Soudan, qui pourrait remplacer le plan d'intervention humanitaire et le PNUAD.

climatiques et gestion des risques de catastrophe; développement économique et réduction de la pauvreté; et services de base⁵⁵.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

22. Le portefeuille d'activités du PAM au Soudan a contribué à renforcer une vision à long terme qui s'articule autour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix et tient compte des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que des capacités d'intervention en cas d'urgence. Au Darfour, le ciblage des personnes déplacées de longue date ne repose plus sur le statut de personne déplacée mais sur la vulnérabilité des ménages, de sorte que l'assistance est mieux adaptée aux besoins spécifiques.
23. Il ressort d'une évaluation à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200808⁵⁶ que la conception de toutes les composantes correspondait aux besoins alimentaires et nutritionnels de la population ciblée, conformément aux politiques et stratégies du PAM et aux priorités du Gouvernement. Les évaluateurs ont recommandé au PAM de réfléchir aux mesures suivantes:
- mettre en œuvre à plus grande échelle les transferts de type monétaire lorsque cela est approprié et souhaitable, tout en consolidant le rôle moteur du PAM grâce à ses avantages comparatifs et à la coordination avec les acteurs de l'aide humanitaire et du développement concernés par les transferts de ce type et par la protection sociale;
 - affiner le ciblage et la catégorisation en tenant compte de la situation sur le terrain concernant la sécurité alimentaire et la vulnérabilité, et aider les parties prenantes concernées à mieux comprendre la redéfinition du ciblage et en améliorer la fiabilité;
 - veiller à ce que les programmes d'aide aux réfugiés comportent des éléments qui bénéficient à la fois aux populations réfugiées et aux communautés d'accueil afin de limiter les tensions et les hostilités;
 - élargir la base des donateurs et trouver des financements ainsi que des sources d'approvisionnement en produits nutritionnels suffisants pour atteindre les objectifs de son programme de nutrition à l'échelle communautaire, en particulier les activités de prévention; et
 - recentrer les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs sur les compétences et les actifs générés à long terme plutôt que sur les vivres distribués à court terme, et reconvertir les activités de ce type au profit des femmes en un dispositif de protection sociale, le cas échéant.
24. Une évaluation de l'impact de la malnutrition aiguë modérée dans l'État du Kassala a permis de mettre en évidence les possibilités de renforcer la couverture du programme de nutrition, ainsi que le volet relatif à la communication visant à faire évoluer la société et les comportements des interventions nutritionnelles, en commençant par un examen de la stratégie actuellement menée en la matière. Les évaluations en interne des programmes ont permis de consolider les bonnes pratiques du PAM en ce qui concerne l'utilisation de technologies efficaces et efficientes, en particulier pour l'enregistrement des bénéficiaires, le choix des modalités de transfert, le suivi, la gestion des partenaires et de la distribution

⁵⁵ PNUAD 2018–2021 formulé pour le Soudan. Le PAM dirige conjointement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement le domaine d'action privilégié suivant: environnement, résilience face aux changements climatiques et gestion des risques de catastrophe.

⁵⁶ Effectuée au cours du premier semestre de 2017.

ainsi que le suivi des produits. Il a été recommandé dans le cadre d'autres évaluations de privilégier et de nouer des partenariats plus stratégiques, et de renforcer les capacités des institutions gouvernementales et des partenaires coopérants. Le PAM tiendra compte des recommandations et des enseignements tirés des audits et des examens en cours dans la mise en œuvre du plan stratégique de pays (PSP).

25. Une étude indépendante, demandée par le PAM et menée par le pays, sur l'inégalité entre les sexes et l'insécurité alimentaire recense les points à partir desquels concevoir des interventions et des activités propres à faire évoluer les relations entre les sexes⁵⁷. Il est important, d'un point de vue stratégique, de renforcer l'approche favorable à l'évolution des relations entre les sexes pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et de s'assurer que l'analyse des disparités entre les sexes est prise en compte à toutes les étapes du cycle des projets.

2.2 Potentialités pour le PAM

26. L'examen stratégique Faim zéro a permis de mettre en évidence des possibilités cruciales pour le PAM d'exploiter son avantage comparatif s'agissant de renforcer les capacités des parties prenantes nationales afin de mener des interventions fondées sur des données probantes en vue d'atteindre les ODD 2 et 17⁵⁸. Le PAM a fait ses preuves et jouit d'une solide réputation grâce à son appui aux interventions de secours de grande ampleur au Soudan⁵⁹. En outre, il joue un rôle de premier plan et est un partenaire incontournable en matière d'évaluation des nouvelles situations d'urgence et de facilitation de l'accès humanitaire.
27. Le PAM a récemment dressé le profil des personnes déplacées au Darfour⁶⁰, et cet exercice lui a donné l'occasion de prouver une fois encore ses compétences spécialisées pour ce qui est du renforcement de l'autonomie des personnes déplacées de longue date grâce à la création d'actifs et à des solutions fondées sur le marché avec le concours des organisations sœurs des Nations Unies et d'autres partenaires. Cette activité, combinée à un portefeuille judicieusement conçu d'activités de renforcement des capacités et à un sens aigu des responsabilités envers les populations touchées, a permis aux parties prenantes nationales d'élaborer et d'institutionnaliser une stratégie visant à trouver des solutions plus complètes et plus durables⁶¹.

⁵⁷ PAM. 2017. *Gender Analysis in the context of Food Security*.

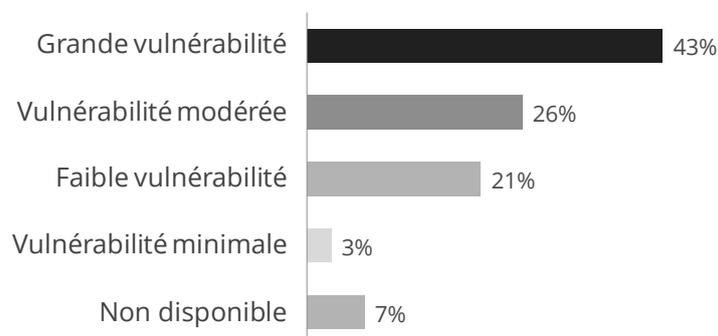
⁵⁸ À tous les stades, le PAM veillera à ce que les rôles et responsabilités en matière de gestion et de prévention de la malnutrition soient assumés sur un pied d'égalité par les hommes et les femmes, et que les normes sexospécifiques ne limitent pas les possibilités qu'ont les ménages agricoles de gagner leur vie et d'accéder aux ressources alimentaires et aux soins, en particulier les femmes.

⁵⁹ Outre les principes humanitaires fondamentaux que sont l'humanité, la neutralité, l'indépendance et l'impartialité, l'assistance du PAM est également fondée sur la transparence et le principe consistant à ne pas nuire.

⁶⁰ La définition du profil des personnes déplacées est un processus de ciblage de l'assistance qui permet de déterminer la vulnérabilité individuelle de toutes les personnes déplacées de longue date au Darfour, et ainsi de cibler l'aide alimentaire en fonction des besoins individuels de chaque ménage. Ce processus permet de classer les personnes déplacées de longue date en quatre groupes de vulnérabilité.

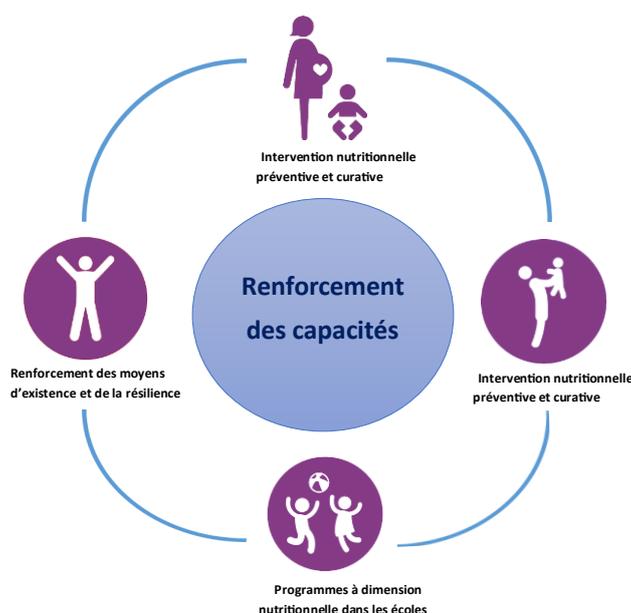
⁶¹ Le Gouvernement et la communauté internationale ont retenu trois solutions durables envisageables pour les personnes déplacées au Darfour: retourner dans leur foyer d'origine, s'intégrer là où elles ont été déplacées ou se réinstaller dans une zone convenue.

Figure 3: Classification de la sécurité alimentaire des ménages de personnes déplacées de longue date au Darfour, profil des personnes déplacées établi par le PAM (2015-2017)



28. La politique nationale du Soudan et la politique du PAM en matière de nutrition favorisent toutes deux une approche fondée sur le cycle de vie pour lutter contre la malnutrition. L'approche fondée sur le cycle de vie associe des interventions spécifiquement axées sur la nutrition pendant les 1 000 premiers jours de la vie à des programmes à dimension nutritionnelle en faveur des enfants d'âge scolaire, et met l'accent sur le renforcement des moyens d'existence pendant la vie active (voir la figure 4). Un filet de sécurité fondé sur des activités productives offrira aux familles des possibilités de revenus pendant la période de soudure et à l'ensemble de la communauté la possibilité de construire des actifs essentiels. En outre, le PAM mettra à profit ses compétences spécialisées pour réduire les pertes après récolte, l'accent étant mis sur des solutions de stockage abordables et le transfert de connaissances aux agriculteurs, à la société civile, au secteur privé et aux partenaires institutionnels⁶².

Figure 4: Approche fondée sur le cycle de vie



⁶² Les pertes après récolte élevées (jusqu'à 40 ou 50 pour cent dans certaines régions), souvent provoquées par de mauvaises pratiques de manutention et d'entreposage, influent sur l'approvisionnement alimentaire net et augmentent les risques pour la santé.

29. Les compétences et l'expérience acquises par le PAM en matière de conception, d'expérimentation et de développement de plateformes et de systèmes de transfert d'espèces⁶³ aux bénéficiaires lui offrent l'occasion de s'appuyer sur ce travail pour réduire le coût et accroître l'impact des transferts de type monétaire. Le PAM pourrait notamment étudier la possibilité d'utiliser des plateformes monétaires polyvalentes, des modalités novatrices mixtes pour faire face à l'évolution de la situation⁶⁴ et des réseaux monétaires par téléphone portable afin de promouvoir la communication à double sens avec les bénéficiaires.
30. Le PAM, qui est l'un des principaux prestataires d'analyses de la sécurité alimentaire au Soudan, assure une adéquation continue entre les problèmes liés à la faim dans le pays et ses interventions⁶⁵. Actuellement, l'analyse du PAM sert de base au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire⁶⁶, sur lequel repose le rapport officiel du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire, et à un ensemble d'analyses nationales visant à orienter les interventions et les politiques nationales.
31. En s'appuyant sur des entités gouvernementales et des partenaires du secteur privé, le présent PSP favorisera la prise en main des activités par le pays et le renforcement des institutions afin d'optimiser ses effets et sa viabilité.
32. Le PAM a procédé à une évaluation stratégique en octobre 2017 afin de définir les cibles liées à l'ODD 17 à atteindre dans les années à venir. Sur la base de consultations internes et externes, l'évaluation visait à compléter les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro et à recenser les lacunes de capacités en matière de logistique et de services d'appui. Cette évaluation a débouché sur une recommandation invitant le PAM à continuer de fournir des services communs dans ces deux domaines, conformément à sa mission de prestation de services à l'échelle mondiale⁶⁷. Dans le cadre du PSP, le PAM s'efforcera donc de combiner prestation de services et renforcement des capacités des parties prenantes locales, en proposant une approche par étapes permettant une réduction progressive de la demande de prestation de services assurés par lui. Le PAM nouera également des partenariats stratégiques dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement avec les acteurs locaux de la chaîne de valeur, qu'il s'agisse d'institutions gouvernementales ou du secteur privé.
33. Le PAM s'efforce également d'atteindre l'ODD 17 dans le cadre de ses programmes et de ses partenariats interorganisations. Le PAM s'étant engagé à adopter la "nouvelle façon de travailler", ces partenariats lui offrent un cadre solide pour renforcer ses contributions à la résilience, au développement et à la paix.

⁶³ Les espèces seront distribuées avec l'appui d'institutions financières et/ou de partenaires de télécommunications fiables. Elles peuvent être utilisées comme substitut aux transferts de vivres ou de bons; parallèlement aux vivres, en adoptant l'approche dite "mixte"; ou dans le cadre d'un transfert polyvalent pour couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires. Les trois formules ont déjà été expérimentées au Soudan, et leur impact et leur efficacité évalués.

⁶⁴ Le PAM continuera d'utiliser sa capacité d'analyse pour entreprendre des évaluations multisectorielles, y compris le calcul de la valeur Oméga et l'analyse des questions d'égalité hommes-femmes et de protection, de manière à déterminer la modalité de transfert la plus efficace et la plus efficiente. En outre, le bureau du PAM au Soudan élabore une stratégie pour la vente au détail afin d'accroître au maximum les synergies entre les intervenants de la chaîne d'approvisionnement et d'éliminer ou de limiter les dysfonctionnements.

⁶⁵ L'unité du PAM chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité réalise des enquêtes auprès de dizaines de milliers de ménages tous les six mois et surveille les prix du marché, les précipitations, l'évolution de la végétation, etc.

⁶⁶ Voir <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1137790/>.

⁶⁷ En ce qui concerne le transport aérien, les technologies de l'information et des communications, la sécurité et la prestation de services par l'intermédiaire de plateformes communes.

2.3 Réorientations stratégiques

34. Conformément à la démarche pluridimensionnelle qu'il a adoptée incluant l'action humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix et dans le cadre des réformes des Nations Unies, le PAM continuera d'œuvrer non seulement pour sauver des vies mais aussi pour changer les conditions d'existence tout en renforçant les capacités et les systèmes nationaux afin de faciliter le transfert des programmes aux autorités nationales.
35. Pour déterminer les domaines d'action privilégiés, le PAM s'est inspiré des enseignements et des orientations découlant d'un vaste processus consultatif entrepris au cours de l'élaboration du présent PSP⁶⁸. Sur la base de l'examen stratégique Faim zéro, des enseignements tirés et des potentialités mises en évidence, le PAM:
- concevra un ensemble de programmes sensibles aux questions de protection et propres à transformer les relations entre les sexes, permettant de continuer à sauver des vies de manière efficace et efficiente dans les situations d'urgence;
 - se positionnera comme un partenaire de choix des administrations locales et de la communauté internationale, en œuvrant au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix afin de trouver des solutions viables chaque fois que cela sera possible en améliorant les évaluations et les mécanismes de ciblage; en consolidant les partenariats qui exploitent les avantages comparatifs et les compétences spécialisées complémentaires en tenant compte de la situation de conflit et de la problématique hommes-femmes dans son portefeuille d'activités; en utilisant davantage les transferts fondés sur le marché et les nouvelles technologies pour la gestion des bénéficiaires; et en renforçant l'autonomie des populations déplacées dans les zones urbaines⁶⁹, périurbaines et rurales; tout en reconnaissant qu'il est essentiel, pour être efficace et efficient, de mener des activités d'une manière qui favorise une évolution des relations entre les sexes; et
 - renforcera la capacité des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux de concevoir et de mettre en œuvre des programmes qui suivent une approche fondée sur le cycle de vie afin de réduire la malnutrition et d'accroître la résilience des communautés en situation d'insécurité alimentaire.
36. Ces efforts ne porteront leurs fruits que s'ils sont appuyés par une forte impulsion des pouvoirs publics afin de garantir la pérennité de l'action; la complémentarité des activités entreprises au titre de l'ODD 2 par des partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la FAO, en tirant parti des possibilités de programmation conjointe⁷⁰ dans un souci d'optimisation des effets; et des programmes d'action coordonnés centrés sur d'autres ODD connexes. Conçus en partenariat étroit avec des organismes nationaux, les effets directs stratégiques s'inscrivent dans une démarche pluridimensionnelle destinée à mettre fin aux besoins en renforçant les capacités nationales de réduction de la faim et de la malnutrition tout en contribuant à la réalisation d'autres ODD tels que ceux axés sur la pauvreté (ODD 1), l'éducation (ODD 4), l'égalité entre les sexes (ODD 5), la lutte contre le

⁶⁸ Les éléments stratégiques du présent PSP sont le fruit de consultations approfondies avec le Gouvernement, les donateurs, les organismes des Nations Unies et les partenaires coopérants au Soudan.

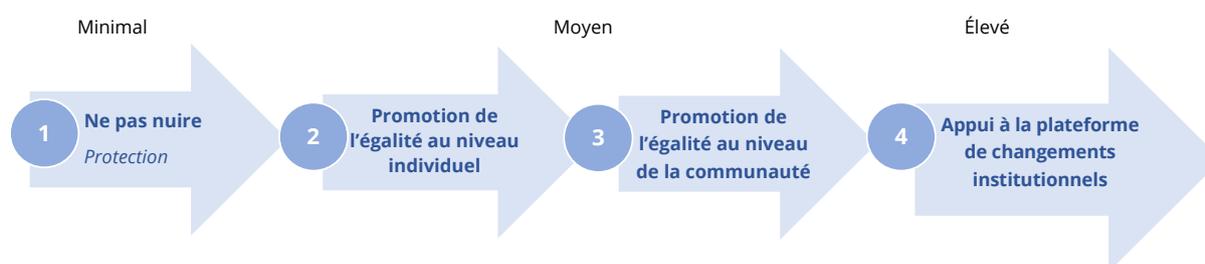
⁶⁹ Dans les zones urbaines accueillant des réfugiés ou les camps de réfugiés des zones urbaines et périurbaines, des programmes adaptés de renforcement de la résilience pourront notamment être lancés à El Fasher (Darfour septentrional).

⁷⁰ Le PAM prévoit de mener des programmes conjoints pour chaque effet direct avec les organismes des Nations Unies les plus compétents, conformément à la Stratégie d'intervention humanitaire pluriannuelle et au PNUAD, en s'appuyant sur les avantages comparatifs et les compétences spécialisées de chaque organisme afin de renforcer l'impact de ses activités et d'obtenir parallèlement des résultats dans des domaines tels que la problématique hommes-femmes, l'éducation et la protection.

changement climatique (ODD 13) et la consolidation de la paix (ODD 16). On citera à titre d'exemples:

- *L'ODD 5*: Les inégalités entre les sexes et la faim au Soudan sont étroitement liées. Le PAM veillera à ce que l'ensemble des activités et des efforts de renforcement des capacités accélère les changements institutionnels propres à transformer les relations entre les sexes, notamment par des actions de sensibilisation à l'égalité des sexes. Le PAM interviendra à trois niveaux dans ce domaine: minimal (notamment en veillant à ce que ses activités ne contribuent pas à créer des conditions susceptibles d'accroître la violence sexiste); moyen (notamment en encourageant activement une participation équitable à la conception, à la mise en œuvre et à l'examen des programmes); et élevé (notamment en contribuant à l'élaboration d'une législation nationale en faveur de programmes de réduction de la faim qui incluent et encouragent l'évolution des relations entre les sexes) (voir la figure 5). En outre, le PAM s'associera à des entités engagées en faveur de l'égalité des sexes et compétentes en la matière, en s'appuyant sur leur expertise technique lorsque cela sera possible, et facilitera leur travail en leur offrant un cadre pour la mise en œuvre de programmes à grande échelle, réduisant ainsi les coûts au minimum⁷¹.

Figure 5: Niveaux d'intervention en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre du PSP



Afin de réduire les inégalités entre les sexes, le PAM adoptera une approche globale de la protection et de la responsabilité envers les populations touchées pour concevoir, mettre en œuvre et suivre des activités élaborées de manière à ne pas accroître les risques en matière de protection, mais plutôt à favoriser la sécurité, la dignité et l'intégrité des personnes vulnérables.

- *L'ODD 13*: Les tensions et les conflits au Soudan ont souvent pour origine des ressources naturelles déjà rares que l'on se dispute, et sont exacerbés par les changements climatiques, la pression démographique et le recours accru à la terre pour assurer la subsistance. Conscient du lien qui existe entre les conflits pour les ressources naturelles et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les zones rurales, le PAM, en collaboration avec des parties prenantes spécialisées comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), entend entreprendre une analyse des risques climatiques⁷² et une étude environnementale pour guider la conception des programmes, en particulier pour les activités qui contribuent au renforcement de la résilience; veiller à ce que les services climatologiques fassent partie intégrante des programmes communautaires; et recenser les possibilités de réduire son empreinte écologique dans l'ensemble de ses opérations.

⁷¹ Ainsi, les personnes recevant l'aide alimentaire qui leur est destinée pourraient également bénéficier d'une action de sensibilisation visant à faire évoluer la société et les comportements menée par d'autres partenaires spécialisés, ou bien les parents sensibilisés à la nutrition dans les dispensaires pourraient également recevoir des informations sur les sexospécificités.

⁷² L'analyse du climat sera effectuée en s'inspirant de l'approche à trois niveaux du PAM pour la planification des programmes et des partenariats en matière de renforcement de la résilience.

- *L'ODD 16*: Le conflit étant l'un des principaux facteurs responsables de la faim au Soudan, le PAM a tout intérêt à ce que le processus de transition vers la paix aboutisse. Il veille à ce que ses programmes d'aide alimentaire ne causent aucun préjudice et contribuent, chaque fois que cela est possible, à la paix. Conformément à la politique établie⁷³, le PAM examinera les dernières analyses du conflit et du contexte disponibles et participera aux efforts conjoints visant à atténuer les causes de conflit en augmentant les ressources existantes et en favorisant leur répartition équitable conformément à la nouvelle façon de travailler adoptée⁷⁴.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

37. Le PSP quinquennal pour le Soudan débutera en 2019⁷⁵ et comporte quatre effets directs stratégiques interdépendants. Trois d'entre eux contribueront directement à la réalisation de l'ODD 2, et le quatrième à celle de l'ODD 17.
38. Conformément à l'objectif du PAM de prévenir, d'atténuer et de mettre fin aux besoins et à sa démarche pluridimensionnelle associant l'action humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix, l'effet direct stratégique 1 est centré sur les interventions en cas de situation d'urgence, nouvelle ou de longue durée, et assure l'articulation stratégique et interdépendante de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix.
39. L'effet direct stratégique 2 vise à réduire la malnutrition et ses causes profondes grâce à un ensemble intégré d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle.
40. L'effet direct stratégique 3 consiste à renforcer la résilience des ménages souffrant d'insécurité alimentaire ainsi que les systèmes de production alimentaire afin de jeter les bases d'un redressement et d'un développement à long terme, notamment par l'adaptation aux changements climatiques, tout en œuvrant dans le cadre de partenariats au renforcement des capacités des acteurs nationaux. Cet effet direct stratégique vise également à déterminer où il est possible d'apporter une valeur ajoutée grâce à l'expertise technique régionale en matière de manutention après récolte et à une présence de communautés bien établies au Soudan.
41. L'effet direct stratégique 4 consiste à renforcer les systèmes et les structures permettant de fournir des services communs d'aide humanitaire et de développement, grâce à la prestation de services et à une assistance technique à l'intention des entités nationales dans les domaines des services aériens, de la logistique et des technologies de l'information et des communications (TIC) dans un souci d'efficacité opérationnelle, d'exécution et d'efficacité⁷⁶.
42. La problématique hommes-femmes sera prise en compte dans tous les aspects de la mise en œuvre et du suivi du PSP. Ainsi, le PAM veillera notamment à ce que toutes les données relatives aux personnes soient ventilées par sexe et par âge; à ce que l'analyse des disparités

⁷³ PAM. 2013. *Le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition*. Disponible à l'adresse suivante: <https://docs.wfp.org/api/documents/d1676c42-79d1-4f5d-9ced-d5ab2e74788c/download/>.

⁷⁴ Le PAM s'est notamment engagé à appliquer la résolution 1325 du Conseil de sécurité en faveur de la participation des femmes aux efforts de paix et de sécurité, et de l'intégration d'une perspective sexospécifique dans ces efforts, ainsi que la résolution 2417 du Conseil de sécurité.

⁷⁵ Dans la foulée du plan stratégique de pays provisoire (2017-2018) couvrant la période qui a précédé le PSP (1^{er} juillet 2017-31 décembre 2018).

⁷⁶ Cet effet direct portera sur l'ODD 17. Ses cibles et activités sont destinées à soutenir et à permettre les activités d'autres acteurs de l'aide humanitaire et à renforcer les capacités des acteurs nationaux.

entre les sexes soit intégrée dans toutes les évaluations, les travaux de recherche, l'assistance technique, et la gestion des connaissances et de l'information; à ce que les programmes, les politiques et les initiatives de renforcement des capacités tiennent compte de la problématique hommes-femmes; et à ce que les femmes, hommes, filles et garçons (et leurs organisations) participent d'une manière qui favorise l'autonomisation et l'égalité des sexes.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: les personnes touchées par un choc dans les zones ciblées ont accès à la nourriture et à des aliments nutritifs et sont en mesure d'assurer leur subsistance pendant et après les crises

43. Relié au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2, l'effet direct stratégique 1 est axé sur les populations touchées temporairement ou durablement par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine, qui ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels quotidiens et de se relever de ces chocs. En cas de crise nouvelle ou prolongée, le PAM fera en sorte que les populations touchées puissent satisfaire leurs besoins essentiels⁷⁷ pendant et après le choc grâce à une assistance alimentaire combinée à des activités nutritionnelles curatives et préventives ciblées, en veillant à ce que l'aide apportée n'aggrave pas les risques qui pèsent sur la sécurité des populations. Les activités relevant de cet effet direct stratégique favoriseront l'autonomie en ciblant les ménages et les individus dans le cadre de programmes saisonniers assortis de conditions axés sur les moyens d'existence et la création d'actifs communautaires. En outre, le PAM collaborera étroitement avec ses partenaires pour mettre en œuvre des activités à dimension nutritionnelle dans les écoles afin d'aider les élèves du primaire à bénéficier de services éducatifs dans les zones frappées par une crise.

Domaines d'action privilégiés

44. L'effet direct stratégique 1 est centré sur les interventions en cas de situation d'urgence⁷⁸ et le renforcement de l'autonomie.

Produits escomptés

45. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les populations ciblées (y compris les personnes récemment déplacées, les réfugiés et les résidents) reçoivent des aliments en quantité suffisante et une assistance sous forme de transferts de type monétaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels.
 - Les populations ciblées participent à des activités axées sur les moyens d'existence et/ou d'assistance alimentaire pour la création d'actifs qui facilitent leur accès à la nourriture.

⁷⁷ Le PAM accordera une attention particulière aux besoins des personnes handicapées et adaptera son assistance en fonction des contextes urbain ou rural, des besoins spécifiques selon le sexe et l'âge et des habitudes culturelles, en mettant en place les mécanismes de protection nécessaires pour que cette assistance concorde avec les besoins recensés et respecte les principes humanitaires.

⁷⁸ Les risques en matière de protection peuvent survenir dans différents contextes. Si le risque auquel sont exposés les bénéficiaires peut varier en fonction du type de crises rencontrées, les risques sur le plan de la protection sont nombreux aussi bien en cas de catastrophe naturelle que de conflit. Par conséquent, le PAM s'efforcera de mieux faire connaître ces risques dans le cadre de ses activités d'urgence et de ne pas, sans le vouloir, faire peser de nouveaux risques sur les communautés auxquelles il vient en aide ou de leur porter préjudice.

- Les élèves, les enseignants et les parents ciblés bénéficient d'un ensemble intégré d'activités visant à améliorer les connaissances nutritionnelles, et des repas scolaires sont préparés pour les élèves.
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui répondent à leurs besoins nutritionnels essentiels, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès des aidants.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des vivres et assurer des transferts de type monétaire en faveur des personnes touchées par un choc

46. Le PAM aidera les populations touchées par un choc afin qu'elles puissent subvenir à leurs besoins alimentaires, nutritionnels et de subsistance d'une manière digne, équitable et sûre, en prenant en compte les problèmes de protection, dans le cadre des interventions suivantes:
- En cas de crise nouvelle, le PAM fournira une assistance assortie ou non de conditions aux personnes touchées. La modalité de transfert – en nature, de type monétaire, sous forme de bons ou mixte – sera déterminée après une évaluation de la crise (dont l'analyse des disparités entre les sexes et l'analyse de la protection). Après un choc grave, la durée de l'assistance variera entre trois et six mois ou durera deux ans au maximum face à une situation de déplacement prolongé. L'assistance alimentaire sera fournie en collaboration avec les autorités nationales telles que la Commission d'aide humanitaire et la Commission pour les réfugiés du Soudan et en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organismes, tandis que les transferts de type monétaire s'effectueront dans le cadre d'un partenariat solide déjà en place avec le secteur financier.
 - En cas de crise prolongée, des ensembles de programmes intégrés et ciblés d'aide alimentaire seront exécutés en fonction de la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire, qui sera évaluée sur la base de plusieurs indicateurs, des profils des personnes déplacées établis par le PAM et conformément au principe de responsabilité à l'égard des populations touchées. La priorité sera accordée à l'aide aux ménages souffrant d'une insécurité alimentaire élevée et modérée. Les ménages participeront, le cas échéant, à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs en contrepartie de transferts en nature, de type monétaire ou sous forme de bons afin de renforcer leur autonomie^{79, 80}. Les activités de création d'actifs offriront notamment des moyens d'existence respectueux du climat comme l'acquisition de compétences et la création d'actifs communautaires (par exemple infrastructures hydrauliques, remise en état d'écoles et de dispensaires et mesures de réduction des risques de catastrophes)⁸¹.

⁷⁹ Ces activités visent également à renforcer les actifs productifs des ménages et de la communauté par un transfert supplémentaire d'infrastructures, un soutien aux revenus ou le développement des compétences. Les personnes étant dans l'incapacité de travailler ou exposées à un choc supplémentaire pourront bénéficier d'une assistance non assortie de conditions pendant la période de soudure. Les activités de création d'actifs répondront aux besoins prioritaires et aux centres d'intérêt des femmes et des hommes, et leur conféreront une autonomie de manière équitable.

⁸⁰ Les consultations sur les programmes saisonniers axés sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative guideront la conception de ces activités.

⁸¹ Le PAM testera et mettra en œuvre des techniques économes en terre et en eau, telles que la culture hydroponique pour la production de fourrage et de légumes, afin d'offrir des moyens d'existence aux personnes touchées par une crise prolongée. Le PAM examinera également les possibilités d'utilisation du biogaz dans les écoles et, le cas échéant, transposera ses activités à plus grande échelle.

Les réfugiés et les personnes déplacées remplissant les conditions pour bénéficier des ensembles de programmes intégrés d'assistance tenant compte des impératifs de protection, en particulier les femmes⁸², pourront profiter des techniques de cuisson et du combustible nécessaires pour consommer en toute sécurité les produits alimentaires qu'ils reçoivent, et réduire au minimum la dépendance à l'égard des combustibles traditionnels issus de la biomasse (charbon ou bois de feu) pour la cuisson⁸³.

Activité 2: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles

47. Le PAM, le Ministère de l'éducation et les communautés fourniront des repas scolaires aux élèves, filles et garçons, des écoles primaires dans les régions touchées par un conflit ou une catastrophe. Le PAM et les communautés contribueront ainsi à encourager l'assiduité des enfants à l'école. Les repas scolaires seront également enrichis par des micronutriments en poudre afin de garantir un apport en vitamines et en sels minéraux essentiels, ainsi qu'un apport calorique suffisant pour lutter contre la faim immédiate. Le PAM étudiera les possibilités de réduire autant que possible les effets préjudiciables du programme de repas scolaires sur l'environnement en utilisant des combustibles de substitution pour la cuisine. Il s'efforcera de choisir et de proposer des aliments enrichis et produits localement pour soulager la faim immédiate des enfants exposés à une situation d'urgence survenant brutalement. Ces efforts seront entrepris avec le concours du secteur privé, en mettant à profit les capacités et les ressources locales.

Activité 3: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes

48. Immédiatement après un choc et jusqu'à la stabilisation des indicateurs pertinents, le PAM mettra en place une supplémentation alimentaire généralisée d'urgence pour les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 59 mois parmi la population touchée, en complément des distributions générales de vivres⁸⁴. En cas de crise prolongée, il utilisera les centres de nutrition à assise communautaire comme des plateformes pour traiter la malnutrition aiguë modérée à l'aide d'un programme de supplémentation alimentaire ciblée et d'un programme de prévention de la malnutrition aiguë et chronique fondé sur la nourriture⁸⁵. Ce programme se concentrera sur les 1 000 premiers jours de la vie afin de prévenir le retard de croissance et l'émaciation et consistera à fournir une ration nutritionnelle aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans en situation de risque. Cette activité sera assortie d'interventions à dimension nutritionnelle adaptées au contexte qui cibleront à la fois les femmes et les hommes, et consisteront notamment en des formations interactives à la nutrition, des potagers communautaires et familiaux ainsi que des ateliers de cuisine et des démonstrations de

⁸² La priorité sera accordée aux femmes dans les interventions, car ce sont souvent elles qui se chargent de la cuisine et subissent les effets préjudiciables de la collecte et de l'utilisation des combustibles traditionnels issus de la biomasse.

⁸³ Dans la mesure du possible, les ménages recevront une aide dans le cadre d'activités de subsistance visant à promouvoir l'autonomie et l'adoption de pratiques économes en combustible, telles que la gestion durable des ressources, et dans le cadre d'actions de communication visant à faire évoluer les comportements, centrées sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la gestion durable des ressources.

⁸⁴ Une ration quotidienne de 100 grammes de Plumpy'Doz/Plumpy'Sup, des suppléments nutritionnels prêts à consommer, sera complétée par une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements adaptée à la situation d'urgence.

⁸⁵ Une ration quotidienne de 100 grammes de Plumpy'Sup sera fournie dans le cadre du programme de supplémentation alimentaire ciblée, et une ration quotidienne de 100 grammes de Supercereal Plus sera fournie dans le cadre du programme de prévention fondé sur la nourriture. Ces deux programmes cibleront les enfants de moins de 5 ans, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et seront assortis d'une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axée sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë et chronique.

conservation et de transformation des aliments locaux. Les principaux partenaires seront notamment le Ministère de la santé, l'UNICEF et l'OMS.

Effet direct stratégique 2: la nutrition des résidents en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées s'améliore durablement d'ici à 2024

49. Reliées au résultat stratégique 2 et à la cible 2 de l'ODD 2, les activités menées au titre de cet effet direct stratégique viseront à améliorer l'état nutritionnel des résidents en situation d'insécurité alimentaire dans les localités ciblées où la prévalence de la malnutrition et l'insécurité alimentaire sont très élevées. Le PAM mettra en place un ensemble intégré d'activités complémentaires, axées spécifiquement sur la nutrition ou comportant une dimension nutritionnelle, à divers stades du cycle de vie, pour s'attaquer durablement et à grande échelle aux causes immédiates et profondes de la malnutrition. Les instances communautaires de mise en œuvre en matière de nutrition ainsi que les écoles serviront de centres de prestation de services dans le cadre d'interventions à la fois soucieuses de la problématique hommes-femmes et axées spécifiquement sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle. Les écoles offriront un lieu où distribuer les repas chauds prévus dans les activités nutritionnelles, des repas qui seront enrichis avec des micronutriments en poudre. Étant donné la corrélation étroite entre la nutrition et la résilience, des liens seront établis avec l'effet direct stratégique 3 au stade de la mise en œuvre. Des partenariats tels que ceux noués avec l'UNICEF et la FAO dans le cadre d'un projet conjoint en faveur de la résilience pour lutter contre la malnutrition dans l'est du Soudan grâce à une stratégie multisectorielle, interorganisations et pluriannuelle reposant sur les capacités locales⁸⁶ seront également mis à profit et consolidés.

Domaines d'action privilégiés

50. L'effet direct stratégique 2 est centré sur les causes profondes de la malnutrition.

Produits escomptés

51. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés afin de traiter et de prévenir l'émaciation et le retard de croissance, et une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès de tous les aidants.
 - Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à coordonner, à gérer et à mettre en œuvre des politiques visant à améliorer la nutrition.
 - Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent à des séances pédagogiques sur la nutrition, associées à des repas scolaires communautaires qui permettent de couvrir les besoins nutritionnels des enfants.

⁸⁶ Un projet conjoint en faveur de la résilience financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni a été mis en œuvre dans 75 villages de quatre localités de l'État du Kassala entre 2015 et 2017. L'enquête sur les résultats finaux a mis en évidence une réduction de 9 pour cent du retard de croissance dans les villages ciblés à l'achèvement du projet.

Activités essentielles

Activité 4: Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, et renforcer les capacités des institutions de santé nationales et étatiques

52. Outre le traitement de la malnutrition aiguë modérée, l'accent sera mis sur l'ancrage des activités de prévention, qui constitueront le fondement des interventions nutritionnelles du PAM dans les zones ciblées. Les interventions comporteront entre autres:
- un programme de prévention de la malnutrition fondé sur la nourriture pendant les 1 000 premiers jours de la vie afin de prévenir le retard de croissance et l'émaciation en distribuant une ration nutritionnelle⁸⁷ aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 2 ans en situation de risque, complété par des interventions à dimension nutritionnelle adaptées au contexte⁸⁸;
 - un programme de supplémentation alimentaire ciblée en tant que mesure visant à sauver des vies dans les zones où le taux de malnutrition aiguë globale dépasse 10 pour cent et où l'insécurité alimentaire est élevée; les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, les filles et les femmes enceintes et allaitantes recevront du Plumpy'Sup, un supplément nutritionnel prêt à consommer, pendant trois mois ainsi que des conseils en matière de nutrition;
 - l'enrichissement des aliments à domicile grâce à la distribution gratuite de micronutriments en poudre⁸⁹ par les centres de nutrition et les travailleurs communautaires aux enfants de moins de 5 ans⁹⁰, et à la mise en place de points de vente au détail dans certains États pour vendre divers micronutriments en poudre à un prix abordable⁹¹;
 - des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui feront partie intégrante de toutes les activités de prévention et de traitement, depuis les orientations générales jusqu'aux programmes communautaires, en utilisant des méthodes et des outils novateurs et en adoptant des approches propres à transformer les relations entre les sexes en vue d'encourager l'amélioration des connaissances et des comportements en matière de nutrition;
 - des activités de plaidoyer et une assistance technique en faveur des politiques et des programmes par l'intermédiaire du mouvement Renforcer la nutrition, qui permettront de mettre en œuvre avec le Gouvernement et les partenaires de développement concernés une stratégie multisectorielle en matière de nutrition, dans le cadre de laquelle une assistance technique pour l'enrichissement des aliments sera fournie, l'accent étant mis sur l'instauration d'une législation et d'un cadre d'action propices à l'enrichissement des produits alimentaires, les partenariats avec le secteur privé pour l'enrichissement industriel (iodation du sel, enrichissement de la farine et de l'huile), le renforcement des systèmes d'assurance et de contrôle de la qualité, et une campagne en faveur d'habitudes alimentaires saines; et

⁸⁷ Cent grammes de SuperCereal Plus par personne et par jour.

⁸⁸ Il sera envisagé d'utiliser les espèces comme modalité dans les interventions à dimension nutritionnelle et l'assistance alimentaire pour la création d'actifs comme activité de création d'actifs à dimension nutritionnelle.

⁸⁹ Le PAM utilisera Vitamino, une marque spécifique au Soudan qu'il a créée pour ses activités dans le pays.

⁹⁰ Il s'agira d'enfants qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier des programmes d'alimentation spécifique comme le programme de supplémentation alimentaire ciblée ou le programme de prévention de la malnutrition fondé sur la nourriture.

⁹¹ Le passage de la distribution gratuite à la vente au détail se fera progressivement pendant l'exécution du PSP.

- soucieux de renforcer davantage les capacités locales, le PAM et les établissements universitaires poursuivront leurs efforts afin de concevoir et de dispenser des formations diplômantes de courte durée dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de créer un fonds pour aider les femmes des zones rurales à suivre ces cours et d'encourager la production de données factuelles sur la nutrition grâce à l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments et à l'étude sur le coût de la faim en Afrique.

Activité 5: Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles et renforcer les capacités des établissements d'enseignement nationaux et étatiques

53. Les programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle du PAM adopteront une stratégie fondée sur les filets de sécurité pour lutter contre la faim des enfants en milieu scolaire et briser le cycle de la faim qui se perpétue d'une génération à l'autre. Dans le cadre de cette approche, le PAM:

- fournira, en collaboration étroite avec la communauté, un repas chaud aux enfants en âge d'aller à l'école primaire dans les zones où l'on enregistre une forte prévalence de l'insécurité alimentaire chronique et de la malnutrition; divers micronutriments en poudre seront distribués dans les écoles ciblées pour remédier aux carences en micronutriments et améliorer la valeur nutritionnelle du repas quotidien fourni dans le cadre du programme de repas scolaires; en outre, les élèves (essentiellement les filles) issus des ménages extrêmement vulnérables bénéficieront de transferts de type monétaire et de bons qui agiront comme un filet de sécurité et les encourageront à rester à l'école; ces efforts viendront compléter le travail accompli par le PAM dans le cadre des filets de sécurité au titre de l'effet direct stratégique 3 et de l'approche fondée sur le cycle de vie pour éliminer la faim; et
- entreprendra une série d'activités à dimension nutritionnelle destinées aux enfants, aux enseignants et aux parents ainsi qu'aux aidants; le PAM collaborera avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé, l'UNICEF, la FAO, le secteur privé et d'autres organismes pour encourager un changement de comportement chez les élèves, les enseignants et les parents en les sensibilisant à l'importance d'adopter une alimentation saine et des habitudes alimentaires bénéfiques, de répartir équitablement les rôles entre les sexes, d'exercer une activité physique et d'améliorer l'hygiène. L'accent sera mis sur les adolescents, filles et garçons, dans les systèmes d'éducation formels et informels. Les capacités des autorités étatiques et fédérales seront renforcées afin de mieux gérer et soutenir la mise en œuvre des programmes de repas scolaires sur le plan opérationnel et stratégique.

Effet direct stratégique 3: la résilience face aux chocs des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées et des systèmes de production alimentaire s'améliore d'ici à 2024

54. Au titre de cet effet direct stratégique, qui est relié au résultat stratégique 4 et à la cible 4 de l'ODD 2, le PAM collaborera avec ses partenaires pour renforcer la résilience des ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique et la résilience des systèmes de production alimentaire grâce à un ensemble de filets de sécurité fondés sur des activités productives et réactifs aux chocs qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes (création d'actifs communautaires et domestiques, et adaptation au changement climatique, en lien avec l'appui aux moyens d'existence), à un soutien aux petits exploitants agricoles et au renforcement des capacités au niveau national et infranational. Les activités reposeront sur une stratégie intégrée du renforcement de la résilience et seront complémentaires d'autres activités nutritionnelles menées à l'échelle des écoles dans les mêmes communautés. Les processus participatifs associeront les partenaires, les bénéficiaires, les institutions nationales et les municipalités afin de pouvoir développer et transposer à plus grande

échelle des modèles de renforcement de la résilience qui répondent équitablement aux besoins, aux priorités, aux rôles et à la charge de travail des femmes et des hommes.

Domaines d'action privilégiés

55. L'effet direct stratégique 3 vise à renforcer la résilience des ménages, des communautés et des systèmes nationaux, notamment des systèmes de production alimentaire.

Produits escomptés

56. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les ménages ciblés participent aux programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives et reçoivent des vivres ou des espèces pour faire face aux pénuries alimentaires de courte durée et, à long terme, contribuer également à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique.
- Les petits exploitants vulnérables bénéficient d'outils et de services tels que les techniques de gestion après récolte, une assistance technique et des services climatologiques qui améliorent leur productivité et leur résilience.
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités nationales en matière de coordination, de gestion et de mise en œuvre de politiques et de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition qui garantissent un accès durable à la nourriture.

Activités essentielles

Activité 6: Proposer des activités de création d'actifs et une assistance technique en mettant en place des filets de sécurité pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire à réduire les risques et à s'adapter aux changements climatiques

57. Fort de l'expérience considérable acquise dans les pays dans la mise en œuvre de programmes communautaires de création d'actifs, le PAM donnera aux ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique⁹² la possibilité de prendre part à des activités menées dans le cadre d'un programme de filet de sécurité fondé sur des activités productives, qui concordera autant que possible avec les programmes nationaux de protection sociale. Conçues sur la base de consultations communautaires associant toutes les parties, les activités de création d'actifs répondront équitablement aux besoins prioritaires des femmes et des hommes (en accordant une attention particulière aux besoins des jeunes), et consisteront notamment à améliorer les infrastructures de production, de transformation et de commercialisation, les possibilités de revenus agricoles et non agricoles, et les possibilités de formation à l'intention des personnes ne pouvant pas exécuter un travail⁹³. Le PAM, en collaboration étroite avec le Gouvernement et d'autres partenaires, s'emploiera à concevoir des activités respectueuses de l'environnement, en évitant ou en atténuant tout effet préjudiciable sur l'environnement. Reliant les systèmes d'alerte rapide et les services climatologiques à des filets de sécurité réactifs aux chocs afin de préserver les acquis obtenus en matière de résilience, le PAM, le Ministère de la sécurité et du développement social et la Banque mondiale collaboreront sur la base d'un mémorandum d'accord tripartite à l'échelle nationale pour renforcer le ciblage et la mise en œuvre de filets de sécurité équitables et inclusifs. Le PAM fournira un appui technique pour garantir la qualité des actifs, le renforcement des capacités des institutions locales et

⁹² Les participants seront sélectionnés en collaboration avec les autorités gouvernementales compétentes et d'autres partenaires, en fonction de leur vulnérabilité. Peuvent y participer les résidents pauvres, les rapatriés, les anciennes personnes déplacées, les combattants démobilisés, les ménages dirigés par une femme et d'autres catégories vulnérables.

⁹³ L'approche à trois niveaux et d'autres outils adéquats seront utilisés pour planifier et concevoir l'ensemble d'interventions le plus adapté et le plus équitable, y compris les modalités de transfert, afin de venir en aide aux plus vulnérables de la manière la plus efficiente et efficace qui soit.

l'élaboration de modèles de filets de sécurité fondés sur des activités productives modulables.

Activité 7: Soutenir le renforcement des capacités des agriculteurs et des institutions agricoles locales, étatiques et nationales

58. En s'appuyant sur ce qui a déjà été accompli à l'échelle locale et régionale pour rapprocher les petits exploitants des marchés, le PAM collaborera avec le Ministère de l'agriculture et des forêts ainsi que d'autres partenaires pour venir en aide aux petits exploitants⁹⁴. Cette activité, menée dans le cadre d'une initiative portant sur les pertes après récolte, permettra d'améliorer les techniques et les technologies d'entreposage après récolte grâce à des actions de sensibilisation, à des formations, à des solutions de stockage hermétique et au renforcement des capacités des associations d'agriculteurs. Cette initiative favorisera également la création de liens entre les petits exploitants et les chaînes locales d'approvisionnement par un meilleur accès aux intrants et l'utilisation des réseaux locaux de détaillants, de sorte que les agriculteurs ne bénéficiant pas du programme en présentiel auront accès à des ressources abordables pour la manutention et le stockage après récolte par l'intermédiaire des circuits de vente au détail. Le PAM collaborera également avec les entités nationales pour améliorer l'accès aux informations commerciales, agroclimatiques et autres afin de permettre aux petits exploitants de planifier et d'adapter leurs stratégies de subsistance face à l'imminence d'un choc⁹⁵. Dans le cadre de cette initiative sur les pertes après récolte, le PAM entend renforcer la capacité des associations d'agriculteurs d'être au service des agriculteurs qu'elles représentent et exploiter les compétences du personnel de vulgarisation du Ministère de l'agriculture et des forêts afin que les questions relatives aux pertes après récolte fassent partie intégrante des services de vulgarisation destinés aux agriculteurs. La problématique hommes-femmes sera prise en compte dans toutes les activités de renforcement des capacités.

Effet direct stratégique 4: les acteurs de l'aide humanitaire et du développement ainsi que les systèmes nationaux ont accès à l'expertise, aux services et à l'infrastructure dans les domaines de la logistique (y compris le transport aérien), des technologies de l'information et des communications, de l'administration et de l'ingénierie des infrastructures⁹⁶

59. L'effet direct stratégique 4 est relié aux résultats stratégiques 5 et 8 et à la cible 16 de l'ODD 17, et vise à faciliter l'accès et les interventions humanitaires dans les endroits difficiles à atteindre au Soudan, notamment en assurant et en maintenant un système de communication commun sécurisé dans tous les centres opérationnels des Nations Unies, ainsi qu'un service de transmission voix et données en cas de besoin, au profit de la communauté d'aide humanitaire. Le PAM jouera un rôle de chef de file en fournissant l'appui nécessaire aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales dans le cadre du dispositif de télécommunications de sécurité interorganisations, notamment un appui à la plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des

⁹⁴ Le PAM ciblera les petits exploitants agricoles dans les régions ciblées (où les taux d'insécurité alimentaire, de malnutrition aiguë globale et de retard de croissance sont élevés), avec le concours du Ministère de l'agriculture en fonction des catégories suivantes: 1) petits agriculteurs (5-10 feddans); 2) agriculteurs dans des zones viables sur le plan agricole; et 3) agriculteurs pauvres mais économiquement actifs. Au moins 30 pour cent des agriculteurs ciblés devront être des femmes afin de garantir qu'un nombre proportionnel d'agricultrices recevront une aide dans le cadre du programme.

⁹⁵ Le PAM s'emploiera également à renforcer les systèmes d'alerte rapide en fournissant des services d'appui au Ministère de l'agriculture et aux services météorologiques soudanais, en particulier la formation, le transfert de technologie et l'appui à la coordination au niveau fédéral et à celui des États. Il faudra pour cela accorder une attention particulière à la réduction des disparités entre les sexes concernant l'accès à l'information (y compris l'information météorologique) et aux technologies.

⁹⁶ Cet effet direct stratégique résulte non seulement de consultations mais aussi d'une étude sur documents spécifique de l'ODD 17.

transferts (SCOPE), aux transferts de type monétaire, à la collecte de données et aux enquêtes ainsi qu'à la collecte et à l'analyse des données utilisant la téléphonie mobile. L'insécurité, les grandes distances et les mauvais réseaux de transport à l'intérieur du pays limitent considérablement l'accès aux populations touchées. À ce jour, il n'existe aucun transporteur aérien national fiable pour desservir des endroits difficiles d'accès au Soudan qui réponde aux normes des Nations Unies en matière d'aviation. Les services aériens faciliteront l'accès régulier des acteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix aux zones où vivent des communautés vulnérables.

60. Le PAM continuera de coordonner⁹⁷ et de fournir une chaîne d'approvisionnement et des services liés aux TIC à la communauté de l'aide humanitaire et du développement, notamment la remise en état des couloirs de transport vers le Soudan du Sud. Le PAM mettra l'accent sur la prestation de services, mais se concentrera parallèlement sur le développement des capacités et l'assistance technique en faveur des parties prenantes locales, en vue de réduire progressivement son rôle de prestataire de services. Cela se fera dans la mesure du possible, mais il convient toutefois de noter que les besoins pourront persister durant un certain temps, alors même que les capacités des parties prenantes locales se renforceront.

Domaines d'action privilégiés

61. L'effet direct stratégique 4 consiste à permettre des interventions humanitaires en cas de crise.

Produits escomptés

62. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les services aériens sont fournis à la communauté de l'aide humanitaire et du développement.
 - Le PAM assure le partage de l'information et la gestion des connaissances grâce à son rôle de chef de file dans le secteur de la logistique et des télécommunications d'urgence et en ce qui concerne le dispositif de télécommunications de sécurité interorganisations.
 - Les réseaux et infrastructures des TIC (télécommunications sécurisées, services de transmission données et voix) sont maintenus et mis à niveau selon les besoins afin de garantir des possibilités de services continus et fiables au profit des parties prenantes.

Activités essentielles

Activité 8: Fournir des services techniques et de soutien (logistique, TIC, administration et projets) à la communauté de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ainsi qu'aux entités et systèmes nationaux

63. Le PAM fournira les services et les compétences nécessaires à la chaîne d'approvisionnement, notamment un appui et une coordination en matière de transport, d'entreposage et d'infrastructure, afin d'assurer l'efficacité et l'efficience des services logistiques.
64. Le PAM continuera de fournir à la communauté d'aide humanitaire (y compris tous les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales dans 13 sites), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des services interorganisations de télécommunications de sécurité et de transmission données et voix pour le compte du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS). Le PAM, qui préside le

⁹⁷ Il s'agit notamment du rôle de chef de file que joue le PAM dans les modules et les secteurs de la logistique et des télécommunications.

groupe de travail sur les TIC, travaillera en partenariat avec les organismes des Nations Unies, y compris le personnel du DSS à Khartoum et à El Fasher, afin d'assurer la prestation de services adéquats répondant aux besoins des organismes. Le projet est exécuté sur la base d'un partage des coûts entre les organismes des Nations Unies.

Activité 9: Fournir des services de transport aérien pour le personnel et les cargaisons légères, parallèlement à une assistance technique dans le secteur de l'aviation

65. La taille et la composition de la flotte dépendront des prévisions et de la demande effective de services de transport, compte tenu des limites de l'infrastructure et des problèmes de sécurité.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

66. Dans le cadre du présent PSP, le PAM passera progressivement de la fourniture directe d'une assistance à un renforcement des capacités, à des orientations stratégiques et à un appui dans le cadre de programmes nationaux et infranationaux, tout en conservant une grande capacité d'intervention en cas d'urgence. Pour obtenir les effets directs escomptés, le PAM veillera à ce que les activités soient intégrées dans des plans de développement nationaux et sectoriels en vue d'un transfert progressif des responsabilités, tout en développant les capacités du Gouvernement et des communautés, et en tenant compte de l'égalité des sexes et de l'adaptation au changement climatique à chaque étape du processus. Le PAM continuera de promouvoir et de faciliter des solutions durables au problème des déplacements des personnes à l'intérieur du pays.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES ET DE TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (POUR TOUTES LES ANNÉES)						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1. Fournir des vivres et assurer des transferts de type monétaire en faveur des personnes touchées par un choc.	1 437 900	1 405 400	806 500	423 600	4 073 400
	2. Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles.	482 200	502 000	4 700	4 700	993 600
	3. Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes.	978 500	940 200	1 120 200	-	3 038 900
2	4. Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, et renforcer les capacités des institutions de santé nationales et étatiques.	483 900	571 900	584 200	-	1 640 000
	5. Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles, et appuyer le renforcement des capacités des établissements d'enseignement nationaux et étatiques.	63 900	52 700	37 700	29 300	183 600
3	6. Proposer des activités de création d'actifs et une assistance technique en mettant en place des filets de sécurité pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire à réduire les risques et à s'adapter aux changements climatiques.	57 600	53 100	69 100	50 600	230 400
	7. Fournir un soutien au renforcement des capacités des agriculteurs et des institutions agricoles locales, étatiques et nationales.	688 100	633 000	825 800	605 600	2 752 500
Total (sans double comptage)		1 550 400	1 437 900	2 013 000	1 250 400	6 251 700

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour)* ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1									Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3	
	Activité 1			Activité 2			Activité 3			Activité 4			Activité 5		Activité 6	
Type de bénéficiaires	Personnes récemment déplacées, personnes déplacées de longue date, réfugiés de longue date, résidents	Nouveaux réfugiés	Personnes déplacées de longue date	Personnes déplacées	Personnes déplacées	Personnes déplacées	Personnes déplacées, réfugiés	Personnes déplacées, réfugiés	Personnes déplacées, réfugiés	Personnes déplacées, réfugiés	Résidents	Résidents	Résidents	Résidents	Résidents	Résidents
Modalité	Vivres, transferts de type monétaire	Vivres, transferts de type monétaire	Vivres, transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Suppléments nutritionnels prêts à consommer*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	-	-	100	-	-	-
Total kcal/jour	1 049	2 081	1 628	540	540	270	281	394	-	535	394	-	535	540	2 825	1 628
% kcal d'origine protéique	13	13	14	12	12	11	9	17	0	10	17	0	10	12	13	14
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,25	0,34	0,16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,12	0,44
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	132	178	178	178	180	180	180	90	180	180	90	178	178	132

* Le calculateur NutVal (disponible à l'adresse <http://www.nutval.net/>) figurant dans le Guide d'élaboration des programmes du PAM (disponible en anglais à l'adresse <http://newgo.wfp.org/collection/programme-design-and-implementation-emergencies>) ainsi que les directives spécifiques du PAM en matière de programmes pour l'assortiment alimentaire seront utilisés pour s'assurer que la teneur en énergie, en protéines, en matières grasses et en micronutriments des rations est conforme aux directives du PAM. Pour plus d'informations sur les bons-produits et la valeur des transferts de type monétaire, voir le manuel correspondant *Cash and Vouchers Manual* (deuxième édition, 2014) (disponible à l'adresse <https://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/staffdev/wfp271375.pdf>).

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	1 347 563	244 145 527
Légumes secs	159 060	91 797 218
Huile et matières grasses	77 681	91 120 047
Aliments composés et mélanges	133 858	241 315 246
Autres	26 491	13 061 137
Total (produits alimentaires)	1 744 652	681 439 174
Transferts de type monétaire		293 083 893
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	1 744 652	974 523 067

67. Le PAM choisira les modalités en fonction des données factuelles recueillies. Une fois que la possibilité d'utiliser des espèces et des bons aura été confirmée par une évaluation multisectorielle des capacités, il procédera à une analyse comparative qui lui permettra de déterminer la modalité la plus appropriée du point de vue de la rentabilité, de l'efficacité et de l'efficacité, de l'égalité des sexes ainsi que de la sécurité des femmes, des hommes, des filles et des garçons aux points de collecte. Lorsque cela sera opportun et réalisable, le PAM adoptera une approche mixte⁹⁸ qui pourra consister en un assortiment d'espèces et de vivres. Le PAM calculera la valeur des transferts de vivres, d'espèces ou de bons nécessaires permettant de combler l'écart entre les besoins alimentaires des bénéficiaires et leur capacité à y répondre sans recourir à des stratégies de survie préjudiciables.
68. Dans le cadre du présent PSP, le PAM entend généraliser des mécanismes d'assistance novateurs tels que les cartes prépayées utilisables dans des points de vente ou des distributeurs automatiques, les virements par téléphone portable et les bons électroniques au moyen des cartes SCOPE, afin d'améliorer encore l'efficacité et l'efficacité de l'aide alimentaire fondée sur les marchés. La valeur des transferts monétaires et le mécanisme de prestation du PAM compléteront le programme national de transferts monétaires du Ministère de la sécurité et du développement social tout en utilisant SCOPE. Des actions de sensibilisation permettront à tous les bénéficiaires, indépendamment de leur sexe, de leur âge, de leur handicap, de leur niveau d'alphabétisation et d'autres facteurs, de s'initier à cette forme d'aide et d'en bénéficier de manière équitable.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

69. Le PAM continuera de se consacrer au renforcement des capacités des partenaires nationaux et locaux de la société civile afin de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces efforts porteront sur la capacité du Gouvernement de concevoir et de mettre en œuvre des programmes inclusifs et propres à faire évoluer les relations entre les sexes, qui englobent les aspects environnementaux et sociaux dans les politiques et les activités en matière de nutrition, de repas scolaires, de filets de sécurité fondés sur des activités productives et de pertes après récolte.

⁹⁸ L'approche mixte permettra de bénéficier du soutien de divers donateurs, de pérenniser les actions et de fournir un cadre pour des partenariats opérationnels public-privé.

70. Le PAM facilitera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de renforcer le dialogue sur l'action à mener, de partager les connaissances et d'effectuer des missions d'information axées en particulier sur les pays membres du Groupe des 77 et de la Chine, les partenaires régionaux et l'Union africaine et ses institutions, dont le secrétariat du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

71. Pendant la durée d'exécution du présent PSP, l'unité de la chaîne d'approvisionnement du PAM s'efforcera de permettre aux institutions nationales de jouer un plus grand rôle dans les interventions d'urgence et d'améliorer ainsi leurs systèmes pour faire reculer l'insécurité alimentaire. Il s'agit là d'un changement d'orientation important puisque le PAM passera désormais de la fourniture directe d'une assistance à la fourniture d'une assistance et d'un appui aux partenaires pour qu'ils puissent fournir eux-mêmes cette assistance. Dans cette optique, les décisions concernant les sources d'approvisionnement alimentaire seront prises en tenant compte de la modalité de transfert la plus envisageable et en évaluant régulièrement les circuits nationaux de vente au détail et les capacités des institutions nécessaires aux transferts de type monétaire⁹⁹. Des sociétés qualifiées d'inspection des aliments seront chargées de renforcer la capacité institutionnelle nationale de satisfaire aux normes internationalement reconnues.
72. Le Bureau du PAM au Soudan continuera de s'approvisionner en produits alimentaires, biens et services auprès de fournisseurs locaux et internationaux, tout en augmentant le nombre de fournisseurs qualifiés et compétents. Les vivres achetés au Soudan pourront également être utilisés pour répondre aux besoins des pays voisins auxquels le bureau fournira un appui logistique. Dans les années à venir, l'accent sera mis plus spécifiquement sur le soutien aux entreprises privées locales, notamment en offrant des conseils et une formation dans diverses activités de la chaîne d'approvisionnement.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

73. Pour la mise en œuvre du présent PSP, le bureau de pays prévoit de porter ses effectifs de 1 100 à 1 350 personnes, dont 90 pour cent seront recrutées localement. Environ 70 pour cent des effectifs continueront d'être basés sur le terrain, mais la répartition géographique du personnel dans tout le pays sera revue pour correspondre aux priorités des programmes du PSP. La structure organisationnelle générale du bureau restera en grande partie inchangée puisque quatre bureaux de section superviseront la mise en œuvre des activités au Darfour septentrional, au Darfour occidental, au Darfour méridional et au Darfour oriental, et que les zones de transition centrale et orientale seront sous la supervision générale du bureau de pays.
74. Les besoins en matière de qualifications et de compétences seront mis en correspondance avec les nouvelles exigences des postes. En outre, de nouvelles procédures de recrutement ont été mises au point pour attirer un plus grand nombre de femmes et accroître la parité entre les sexes dans les effectifs du PAM d'au moins 2 pour cent par an.

⁹⁹ Le bureau de pays renforce actuellement sa capacité de mobiliser le secteur du commerce de détail; une première évaluation a été effectuée en 2017, et une deuxième en mai 2018 afin d'évaluer la capacité des détaillants à soutenir l'objectif de transfert de type monétaire qui consiste à accroître le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Il procède actuellement au recrutement d'un expert international, et le personnel concerné du bureau de pays a suivi une formation et bénéficie de l'appui du Bureau régional du Caire et du Siège en matière de développement des systèmes et des capacités.

4.5 Partenariats

75. Conformément à la nouvelle façon de travailler adoptée, il sera nécessaire d'établir des partenariats solides et diversifiés dans le cadre de programmes pluriannuels visant à s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition pour aider les partenaires locaux à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁰⁰. Les partenaires seront notamment les homologues gouvernementaux, les autres organismes des Nations Unies, les partenaires coopérants, les donateurs, la société civile et le secteur privé¹⁰¹.
76. Le PAM continuera de consolider les partenariats noués avec le Gouvernement, en particulier avec la Commission d'aide humanitaire et le Ministère de la coopération internationale. Dans le cadre de cette alliance gouvernementale, le PAM se concentrera sur ses activités avec le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation au titre de l'effet direct stratégique 2 et avec le Ministère de l'agriculture et des forêts ainsi que le Ministère de la sécurité et du développement social au titre de l'effet direct stratégique 3¹⁰².
77. Dans le cadre du PSP, le PAM s'emploiera également à renforcer les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies. Outre sa participation active à l'équipe de coordination de l'action humanitaire et à l'équipe de pays des Nations Unies pour le Soudan, le PAM a conclu des accords stratégiques avec un certain nombre d'autres organismes, notamment le HCR, le PNUF et l'UNICEF, et envisage de nouer des partenariats plus solides avec d'autres acteurs. Conformément au mémorandum d'accord général conclu entre les organismes ayant leur siège à Rome, le Bureau du PAM au Soudan a signé un mémorandum d'accord avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) en 2016 et un accord national avec la FAO en 2017¹⁰³.
78. Le PAM maintient des partenariats stratégiques et opérationnels étroits avec des organisations non gouvernementales et d'autres entités. Dans le cadre du PSP, il mettra à profit les enseignements tirés d'une initiative pilote de renforcement des capacités en cours avec le Croissant-Rouge soudanais afin d'élaborer et de mettre en œuvre un plan conjoint de renforcement des capacités à moyen terme. De façon plus générale, des réunions de consultation trimestrielles avec ces partenaires offrent un espace de dialogue, permettent d'obtenir un retour d'information et de planifier une stratégie de collaboration avec les organisations non gouvernementales partenaires.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

79. Dans sa stratégie de suivi et d'évaluation, le bureau de pays accorde une attention renouvelée au suivi des résultats, notamment le suivi conjoint avec les partenaires, et à l'évaluation de l'impact à long terme des activités du PAM sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Par ailleurs, la prise en compte des questions de genre et de protection de

¹⁰⁰ Le PAM tient à ce que les partenaires qui contribuent à l'obtention des effets directs stratégiques s'engagent également en faveur de l'égalité des sexes.

¹⁰¹ Le PAM élabore actuellement un plan d'action en matière de partenariat visant à compléter le plan stratégique de pays et à recenser des partenariats à fort potentiel pour chaque effet direct stratégique, en privilégiant les collaborations stratégiques à long terme dans les principaux domaines d'action du PAM. L'objectif ultime de cette démarche étant de maximiser l'impact des programmes du PAM en renforçant la complémentarité et l'efficacité conformément à la nouvelle façon de travailler.

¹⁰² Un mémorandum d'accord conclu avec le Ministère de la sécurité et du développement social et la Banque mondiale établit le cadre des activités productives mises en place par le PAM dans le cadre des filets de sécurité.

¹⁰³ Les trois organismes ayant leur siège à Rome collaborent en matière de conseils relatifs aux politiques, de connaissances et de suivi, d'opérations, de sensibilisation et de communication.

l'environnement étant primordiale, des données sur les bénéficiaires (ventilées au moins par sexe et par âge), sur l'assistance et sur le déroulement global des activités seront collectées. Les résultats feront l'objet d'un suivi systématique et la performance du projet sera évaluée¹⁰⁴. Les ressources financières et les dotations en personnel nécessaires au suivi et à l'évaluation, y compris l'établissement de rapports, figureront dans le budget de portefeuille de pays.

80. Pour ce faire, le bureau de pays appliquera au PSP le Cadre de résultats institutionnels (2017-2021) afin de démontrer la contribution du PAM aux cibles mondiales et nationales des ODD et aux indicateurs. La stratégie de suivi et d'évaluation du bureau de pays restera axée sur la portée des activités du PAM et le nombre de bénéficiaires, la responsabilité envers les bénéficiaires et le champ d'action, la protection et les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes, et en ce qui concerne le caractère économique, l'efficacité, l'équité et l'efficacité de ses programmes.
81. Il est prévu de procéder à un examen à mi-parcours du PSP en 2021, et deux évaluations décentralisées portant sur la création d'actifs et les réfugiés seront réalisées au cours de la période 2019-2023. En outre, une évaluation du portefeuille d'activités au Soudan sera entreprise au cours de l'avant-dernière année du PSP, conformément aux directives du PAM en matière d'évaluation.

5.2 Gestion des risques

82. Compte tenu de la complexité de la situation au Soudan, les risques seront suivis et gérés régulièrement. En outre, le PAM fera deux fois par an le point sur les risques auxquels il s'expose, en réévaluant le dispositif de contrôle en place et en déterminant les mesures d'atténuation à prendre.

TABLEAU 4: MATRICE DES RISQUES		
Type	Menace	Mesures d'atténuation
Risque contextuel	Menaces à la sûreté et à la sécurité du personnel Menace de confiscation des biens.	Application des Normes minimales de sécurité opérationnelle, recrutement de personnel de sécurité dans les bureaux extérieurs et coordination avec les services de sécurité soudanais.
Risque programmatique	Difficulté à se procurer des produits alimentaires et non alimentaires en raison d'un cadre réglementaire national contraignant.	Collaboration avec les autorités compétentes en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies concernant les retards douaniers.
Risque programmatique	Inflation et contraintes liées aux transactions en devises Pénuries de carburant.	Paiement des contrats en dollars des États-Unis lorsque cela est possible pour contrer l'inflation. Suivi attentif de la situation économique et de ses effets sur les bénéficiaires et les opérations au niveau des bureaux de pays et des bureaux de section. Obtention de l'approbation du Gouvernement pour l'achat de carburant sur les marchés internationaux.

¹⁰⁴ Le suivi par des tiers se poursuivra afin de soutenir les efforts de suivi et d'évaluation du PAM. Dans la mesure du possible, la télésurveillance sera également utilisée.

TABLEAU 4: MATRICE DES RISQUES		
Type	Menace	Mesures d'atténuation
Risque programmatique	Accès limité en raison de la faiblesse des infrastructures pendant la saison des pluies et des contraintes réglementaires dans les zones touchées par le conflit.	Prépositionnement des vivres avant la saison des pluies. Planification régulière des mesures d'urgence.
Risque programmatique	Risques sociaux, notamment la réticence face à une approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes, affectant les bénéficiaires et l'efficacité du PAM, et risque de voir les programmes du PAM aggraver les conflits et les tensions.	Recours à l'analyse participative de la situation des hommes et des femmes et des problèmes de protection, et application du principe consistant à ne pas nuire, notamment en vue d'atténuer les risques pour tous les membres des populations touchées. Responsabilité envers les populations touchées au moyen de consultations communautaires et d'autres mécanismes de retour d'information, et surtout de la part des femmes et des filles. Priorité de la formation du personnel du PAM et de ses partenaires dans les domaines suivants: analyse des conflits et analyse de la problématique hommes-femmes.
Risque institutionnel	Insuffisance des effectifs et des capacités.	Mise en place de la structure de dotation en personnel, avec des profils de personnel appropriés pour chaque lieu d'affectation, achevée en 2018.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

83. Le budget nécessaire à la mise en œuvre du présent PSP quinquennal est de 2,272 millions de dollars. La composante la plus importante de l'assistance du PAM – 77,6 pour cent – sera consacrée aux interventions d'urgence et contribuera à la réalisation de l'ODD 2 (effet direct stratégique 1), tandis que les composantes axées sur les causes profondes et la résilience (effets directs stratégiques 2 et 3) représentent 15,3 pour cent du total. La contribution du PAM à la réalisation de l'ODD 17 (effet direct stratégique 4) représente 7,11 pour cent du budget total. Conformément à l'engagement du PAM, des fonds du projet seront affectés à des activités qui encouragent l'égalité entre les sexes.

TABLEAU 5: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
1	318 413 929	335 700 057	344 573 656	364 293 725	389 727 038	1 752 708 405
2	20 410 390	22 989 673	25 151 088	28 719 300	29 236 147	126 506 598
3	22 390 528	28 051 929	39 812 260	57 347 481	76 105 275	223 707 474
4	34 029 420	33 451 301	33 585 689	33 712 160	33 859 111	168 637 681
Total	395 244 267	420 192 960	443 122 694	484 072 666	528 927 571	2 271 560 158

6.2 Perspectives de financement

84. En 2017, 87 pour cent des besoins opérationnels du PSP provisoire ont été couverts, le montant des contributions annuelles se chiffrant à quelque 260 millions de dollars. Le PAM a ainsi pu atteindre les principales cibles fixées au titre des effets directs stratégiques 1 et 2 du PSP provisoire actuellement en cours. Dans un contexte financier et politique international marqué par de multiples priorités concurrentes, la mobilisation des ressources pour le Soudan restera une tâche difficile. Malgré ces difficultés, au vu de la tendance passée, le bureau de pays ne doute pas qu'il sera en mesure de couvrir pour la première année du programme 80 pour cent des besoins opérationnels au titre de l'effet direct stratégique 1, 75 pour cent au titre de l'effet direct stratégique 2, 65 pour cent au titre de l'effet direct stratégique 3 et 70 pour cent au titre de l'effet direct stratégique 4.
85. Les projections budgétaires sont calculées à partir des contributions de 2017. La base des donateurs reste inchangée, mais la tendance récente observée dans les contributions des principaux donateurs montre un intérêt accru pour le financement des domaines d'action privilégiés "intervention face à une crise", "causes profondes" et "renforcement de la résilience", en particulier dans le cadre de contributions pluriannuelles.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

86. Le Soudan a bénéficié ces dernières années d'un soutien financier très régulier et important pour les interventions humanitaires. Entre 2012 et 2014, le bureau de pays a élargi et diversifié sa base de donateurs, qui est passée de 12 à 17, en obtenant de nouveau le soutien bilatéral de donateurs qui, par le passé, n'avaient donné que par l'intermédiaire de mécanismes de financement commun et celui d'autres donateurs qui n'avaient pas fait de don au PAM depuis le paroxysme du conflit en 2006-2007.
87. Le PAM adoptera une nouvelle approche tant pour la conception que pour la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation des ressources en faveur du PSP. Le fait de mobiliser les principaux donateurs dès le départ et de recevoir des appuis importants dès la phase de conception devrait aider le PAM à faire en sorte que les donateurs partagent mieux les risques opérationnels et à obtenir un soutien continu. Conformément à la nouvelle façon de travailler et au pacte relatif au financement de l'action humanitaire¹⁰⁵, les stratégies clés consisteront notamment à:
- intensifier, avec le concours d'autres acteurs de l'aide humanitaire, y compris d'autres organismes des Nations Unies, les activités de plaidoyer en faveur des interventions humanitaires pour répondre aux besoins;
 - promouvoir un financement flexible, pluriannuel et prévisible qui permette au PAM d'allouer des fonds en fonction des besoins et de l'urgence, d'être plus performant et de prévoir des programmes davantage axés sur le long terme et viables;
 - maintenir et accroître la participation financière des donateurs existants;
 - diversifier et élargir la base de donateurs (notamment en cherchant et en obtenant le financement de nouveaux donateurs, et en mobilisant des donateurs non traditionnels et émergents, y compris les institutions financières internationales et régionales);
 - renforcer la collaboration avec le secteur privé; et

¹⁰⁵ Pour plus de flexibilité, le PAM s'efforcera, dans la mesure du possible, de garantir des ressources pour l'ensemble du PSP, au niveau des effets directs et des activités. Les dons inférieurs au niveau d'activité seront acceptés mais ne sont pas souhaitables. En ce qui concerne les dons au titre du PSP, le PAM accordera la priorité aux interventions visant à sauver des vies; autrement, il utilisera les ressources en fonction des besoins les plus pressants.

- optimiser le potentiel de financement à partir de fonds communs et d'autres sources de financement pluriannuel.
88. Il importe de souligner que le bureau de pays a joué un rôle de premier plan dans la formulation des effets directs collectifs élaborés pour traduire dans les faits la nouvelle façon de travailler¹⁰⁶. Ces effets directs ont déjà suscité l'intérêt des donateurs, qui souhaitent aligner leurs stratégies sur ceux-ci, et contribuent ainsi à dépasser le clivage entre aide humanitaire, aide au développement et consolidation de la paix et à encourager l'obtention de financements pluriannuels flexibles.
89. En outre, le bureau de pays présentera les activités prévues aux donateurs traditionnels et non traditionnels en vue de recueillir suffisamment de fonds pour obtenir tous les effets directs stratégiques; il encouragera et facilitera également, chaque fois que cela sera opportun, la participation du Gouvernement, des ministères d'exécution, du Ministère de la coopération internationale, de la Commission d'aide humanitaire et d'autres institutions étatiques et fédérales à la conception, à l'exécution et au financement des interventions dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition.
90. Si les ressources sont insuffisantes pour couvrir les besoins des différents programmes du PSP, le PAM accordera la priorité à l'assistance vitale en fonction de l'acuité des besoins. Étant donné la grande vulnérabilité de toutes les personnes auxquelles l'aide est destinée, le PAM réduira la valeur des transferts avant d'envisager une réduction du nombre des bénéficiaires, mais une telle mesure sera prise en cas de nécessité. Les repas scolaires et le soutien aux populations d'accueil vulnérables ne seront mis en place que si les ressources nécessaires sont disponibles et deviendront moins prioritaires en cas de déficit de financement. L'impact de toutes les réductions et coupes effectuées fera l'objet d'un suivi.

¹⁰⁶ Voir <https://www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861>.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE SOUDAN (2021-2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: les personnes touchées par un choc dans les zones ciblées ont accès à la nourriture et à des aliments nutritifs et sont en mesure d'assurer leur subsistance pendant et après les crises

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
Intervention face à une crise

Hypothèses

Des partenaires compétents sont disponibles pour appuyer les interventions du PAM.

D'autres besoins élémentaires influant sur les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont satisfaits (eau, assainissement, santé, éducation, protection, etc.).

Les prestations prévues et les ressources complémentaires sont suffisantes pour prévenir le recours à des stratégies de survie préjudiciables.

La participation des communautés à la sélection et à la gestion des activités et des sites commence dès le lancement d'un projet et se poursuit

La valeur des prestations prévues en contrepartie de la création d'actifs est intéressante par rapport aux normes de travail.

Les ménages ont accès aux marchés locaux, qui fonctionnent

L'inflation ou les fluctuations des prix et de la monnaie sont limitées

La valeur de la prestation au titre des repas scolaires contribue à favoriser la scolarisation des enfants, en particulier des filles

La qualité de l'éducation offerte est suffisante pour permettre la réalisation des avantages escomptés

Les conditions de sécurité se sont améliorées.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Taux de fidélisation

Activités et produits**1. Fournir des vivres et assurer des transferts de type monétaire en faveur des personnes touchées par un choc. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)**

Les populations ciblées (y compris les personnes récemment déplacées, les réfugiés et les résidents) reçoivent des aliments en quantité suffisante et une assistance sous forme de transferts de type monétaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées (y compris les personnes récemment déplacées, les réfugiés et les résidents) reçoivent des aliments en quantité suffisante et une assistance sous forme de transferts de type monétaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels (B: Aliments nutritifs fournis)

Les populations ciblées participent à des activités axées sur les moyens d'existence et/ou d'assistance alimentaire pour la création d'actifs qui facilitent leur accès à la nourriture. (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées participent à des activités axées sur les moyens d'existence et/ou d'assistance alimentaire pour la création d'actifs qui facilitent leur accès à la nourriture. (D: Actifs créés)

2. Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles. (Repas scolaires)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés bénéficient d'un ensemble intégré d'activités visant à améliorer les connaissances nutritionnelles, et des repas scolaires sont préparés pour les élèves. (A: Ressources transférées)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés bénéficient d'un ensemble intégré d'activités visant à améliorer les connaissances nutritionnelles, et des repas scolaires sont préparés pour les élèves. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés bénéficient d'un ensemble intégré d'activités visant à améliorer les connaissances nutritionnelles, et des repas scolaires sont préparés pour les élèves. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés bénéficient d'un ensemble intégré d'activités visant à améliorer les connaissances nutritionnelles, et des repas scolaires sont préparés pour les élèves. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

3. Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes (Prévention de la malnutrition)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui répondent à leurs besoins nutritionnels essentiels, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès des aidants. (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui répondent à leurs besoins nutritionnels essentiels, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès des aidants. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui répondent à leurs besoins nutritionnels essentiels, et une campagne de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès des aidants. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: la nutrition des résidents en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées s'améliore durablement d'ici à 2024

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Des partenaires compétents sont disponibles pour appuyer les interventions du PAM.

D'autres besoins élémentaires influant sur les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont satisfaits (eau, assainissement, santé, éducation, protection, etc.).

Les flambées de violence et les épidémies sont prévenues ou limitées.

Les usagers sont désireux et en mesure de se rendre dans les dispensaires pour y recevoir une assistance.

Les aidants comprennent les avantages des produits nutritifs et les modes de préparation à suivre

Les rations individuelles ne sont guère partagées entre les membres du ménage

La valeur de la prestation au titre des repas scolaires contribue à favoriser la scolarisation des enfants, en particulier des filles.

La qualité de l'éducation offerte est suffisante pour permettre la réalisation des avantages escomptés.

Les conditions de sécurité se sont améliorées.

Indicateurs d'effet direct

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)

Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Taux de fidélisation

Activités et produits

4. Mener des activités nutritionnelles préventives et curatives auprès des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, et renforcer les capacités des institutions de santé nationales et étatiques. (Prévention de la malnutrition)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à coordonner, à gérer et à mettre en œuvre des politiques visant à améliorer la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés afin de traiter et de prévenir l'émaciation et le retard de croissance, et une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès de tous les aidants. (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés afin de traiter et de prévenir l'émaciation et le retard de croissance, et une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès de tous les aidants. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes ciblés reçoivent des aliments nutritifs spécialisés afin de traiter et de prévenir l'émaciation et le retard de croissance, et une action de communication visant à faire évoluer la société et les comportements est menée auprès de tous les aidants. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

5. Mener des programmes à dimension nutritionnelle dans les écoles et renforcer les capacités des établissements d'enseignement nationaux et étatiques. (Repas scolaires)

Les personnes exposées à l'insécurité alimentaire profitent de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à coordonner, à gérer et à mettre en œuvre des politiques visant à améliorer la nutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent à des séances pédagogiques sur la nutrition, associées à des repas scolaires communautaires qui permettent de couvrir les besoins nutritionnels des enfants. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent à des séances pédagogiques sur la nutrition, associées à des repas scolaires communautaires qui permettent de couvrir les besoins nutritionnels des enfants. (A: Ressources transférées)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent à des séances pédagogiques sur la nutrition, associées à des repas scolaires communautaires qui permettent de couvrir les besoins nutritionnels des enfants. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les élèves, les enseignants et les parents ciblés participent à des séances pédagogiques sur la nutrition, associées à des repas scolaires communautaires qui permettent de couvrir les besoins nutritionnels des enfants. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables

Effet direct stratégique 3: la résilience face aux chocs des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées et des systèmes de production alimentaire s'améliore d'ici à 2024

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des partenaires compétents sont disponibles pour appuyer les interventions du PAM.

D'autres besoins élémentaires influant sur les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont satisfaits (eau, assainissement, santé, éducation, protection, etc.).

Les prestations prévues et les ressources complémentaires sont suffisantes pour prévenir le recours à des stratégies de survie préjudiciables

La participation des communautés à la sélection et à la gestion des activités et des sites commence dès le lancement d'un projet et se poursuit

La valeur des prestations prévues en contrepartie de la création d'actifs est intéressante par rapport aux normes de travail.

Les ménages ont accès aux marchés locaux, qui fonctionnent

L'inflation ou les fluctuations des prix et de la monnaie sont limitées

Les petits exploitants appuient efficacement l'accroissement de la production de céréales et maintiennent un accès durable aux marchés et aux mécanismes de stockage des excédents de production.

Les conditions de sécurité se sont améliorées.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de pertes après récolte

Activités et produits**6. Proposer des activités de création d'actifs et une assistance technique en mettant en place des filets de sécurité pour aider les ménages en situation d'insécurité alimentaire à réduire les risques et à s'adapter aux changements climatiques (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités nationales en matière de coordination, de gestion et de mise en œuvre de politiques et de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition qui garantissent un accès durable à la nourriture. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les ménages ciblés participent aux programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives et reçoivent des vivres ou des espèces pour faire face aux pénuries alimentaires de courte durée et, à long terme, contribuer également à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. (A: Ressources transférées)

Les ménages ciblés participent aux programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives et reçoivent des vivres ou des espèces pour faire face aux pénuries alimentaires de courte durée et, à long terme, contribuer également à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. (D: Actifs créés)

Les ménages ciblés participent aux programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives et reçoivent des vivres ou des espèces pour faire face aux pénuries alimentaires de courte durée et, à long terme, contribuer également à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

7. Soutenir le renforcement des capacités des agriculteurs et des institutions agricoles locales, étatiques et nationales. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration des capacités des autorités nationales en matière de coordination, de gestion et de mise en œuvre de politiques et de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition qui garantissent un accès durable à la nourriture. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants vulnérables bénéficient d'outils et de services tels que les techniques de gestion après récolte, une assistance technique et des services climatologiques qui améliorent leur productivité et leur résilience. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants vulnérables bénéficient d'outils et de services tels que les techniques de gestion après récolte, une assistance technique et des services climatologiques qui améliorent leur productivité et leur résilience. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 4: les acteurs de l'aide humanitaire et du développement ainsi que les systèmes nationaux ont accès à l'expertise, aux services et à l'infrastructure dans les domaines de la logistique (y compris le transport aérien), des technologies de l'information et des communications, de l'administration et de l'ingénierie des infrastructures

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les structures de coordination sont en place.

Les donateurs répondent aux besoins de manière positive et en temps voulu.

Les utilisateurs comprennent que les contraintes opérationnelles (comme les conditions météorologiques et l'insécurité) ne peuvent pas être contrôlées.

Les usagers du service sont en mesure de répondre à l'enquête et sont disposés à le faire.

Indicateurs d'effet direct

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

9. Fournir des services de transport aérien pour le personnel et les cargaisons légères, parallèlement à une assistance technique dans le secteur de l'aviation. (Prestation de services et plateformes)

Les services aériens sont fournis à la communauté de l'aide humanitaire et du développement. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

8. Fournir des services techniques et de soutien (logistique, TIC, administration et projets) à la communauté de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ainsi qu'aux entités et systèmes nationaux. (Prestation de services et plateformes)

Les réseaux et infrastructures des TIC (télécommunications sécurisées, services de transmission données et voix) sont maintenus et mis à niveau selon les besoins afin de garantir des possibilités de services continus et fiables au profit des parties prenantes. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Le PAM assure le partage de l'information et la gestion des connaissances grâce à son rôle de chef de file dans le secteur de la logistique et des télécommunications d'urgence et en ce qui concerne le dispositif de télécommunications de sécurité interorganisations. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1/cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4/cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8/cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	1 324 008 663	95 714 170	169 465 015	132 889 970	1 722 077 817
Mise en œuvre	230 916 095	16 534 005	29 201 994	16 690 562	293 342 656
Coûts d'appui directs	90 810 834	6 537 364	11 386 957	8 764 708	117 499 863
Total partiel	1 645 735 592	118 785 538	210 053 966	158 345 240	2 132 920 337
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	106 972 813	7 721 060	13 653 508	10 292 441	138 639 822
Total	1 752 708 405	126 506 598	223 707 474	168 637 681	2 271 560 158

Liste des sigles utilisés dans le présent document

DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MICS	enquête en grappes à indicateurs multiples
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts
TIC	technologies de l'information et des communications
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance